



NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

# **ETUDE DE FAISABILITE SUR LA CREATION D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN (Une mise à jour)\***



\*La présente étude a été réalisée par le personnel du CAEM, de la CEA, de la BAD, de l'IDEP et de l'OUA en 1984, mise à jour en 1989 par le CAEM, la CEA et la BAD. Elle a été révisée une nouvelle fois au début de l'année 1990.

## TABLE DES MATIERES

<u>CHAPITRE</u>	<u>PAGE</u>
I. INTRODUCTION GENERALE: CONTEXTE ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER	1
PREMIERE PARTIE	
II. LE PROJET DE FONDS MONETAIRE AFRICAIN	8
III. OBJECTIFS, FONCTIONS ET OPERATIONS TECHNIQUES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	10
IV. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	13
V. RESSOURCES FINANCIERES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	18
VI. GRANDES LIGNES SUR LES POLITIQUES DU FONDS EN MATIERE DE PRETS	32
DEUXIEME PARTIE: LES ALTERNATIVES	
VII. TRANSFORMER LE CAEM POUR EN FAIRE LE NOYAU D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN	36
NOTES ET REFERENCES	46

## CHAPITRE I

## INTRODUCTION GENERALE: CONTEXTE ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIER

A. Quelques questions qui préoccupent l'Afrique

1. Depuis environ 25 ans, les taux de croissance dans la plupart des pays en développement africains connaissent une baisse régulière. Les recettes à l'exportation accusent une baisse continue tandis que la facture des importations augmente. 1/ Les politiques fiscales et monétaires n'ont pas réussi l'épargne attendue, de sorte que l'accumulation du capital ne s'est pas faite au rythme des immenses besoins en matière de développement; d'importants transferts de bénéfices et de capitaux ont quitté l'Afrique et l'absence d'une institution monétaire régionale pour coordonner les activités monétaires et financières des Etats membres dans leurs relations avec les institutions extérieures, n'a fait qu'affaiblir la position de l'Afrique. A mesure de l'affaiblissement sans précédent des capacités des pays africains à générer des ressources internes, ces derniers sont de plus en plus dépendants des emprunts extérieurs pour le financement de leurs programmes de développement.

2. Au cours des dernières années, la crise économique et sociale a contraint un certain nombre de pays africains à se lancer dans les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation, soit à l'instigation des deux institutions de Bretton Woods, soit à leur propre initiative. Ainsi entre 1980 et 1988, trente trois pays africains ont mis en place des programmes de stabilisation dans le cadre de l'accord de confirmation du FMI, tandis que quinze autres pays ont adopté des programmes d'ajustement structurel (PAS) financés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. L'impact des PAS sur le bien être des différentes couches sociales en Afrique a fait l'objet de nombreuses recherches comme le montrent les travaux de la Conférence internationale sur la Dimension humaine du redressement et du développement économiques de l'Afrique, tenue à Khartoum en 1988, ainsi que les études réalisées par le FMI, la Banque mondiale, l'OIT et l'UNICEF. 2/ Ces études ont reconnu la gravité des répercussions des programmes d'ajustement structurel et de stabilisation sur les conditions de vie en Afrique. A cet égard, la création d'institutions appropriées peut offrir à l'Afrique un cadre de référence qui permettrait aux pays membres de procéder à des ajustements plus efficaces tout en réduisant au minimum le coût social. 3/ Des institutions africaines et en particulier le Fonds monétaire africain, seraient plus sensibles que des institutions étrangères aux arguments des pays africains dans la mise en oeuvre de leur programmes. De telles institutions pourraient être en mesure d'aider à mettre au point un cadre global d'ajustement pour tous les pays africains quelles que soient les différences dans les systèmes économiques et les approches du développement.

3. La contribution du secteur monétaire et financier au développement économique et à l'intégration en Afrique sera renforcée par des stratégies et politiques monétaires et financières régionales bien conçues. C'est pourquoi le Plan

d'action de Lagos préconise des mécanismes efficaces pouvant mener à la création d'une institution financière et monétaire régionale saine qui prendrait en charge les problèmes posés par la multitude des monnaies non convertibles, l'absence de véritables marchés monétaires et financiers, la montée de la dette extérieure et l'épuisement des réserves en devises. En renforçant la coopération monétaire et fiscale intra-africaine ainsi que les accords de paiement et de compensation, il serait possible de réduire la dépendance et la vulnérabilité financières de l'Afrique et de renforcer la capacité des pays africains à entreprendre l'ajustement de pair avec la transformation.

4. La multitude des monnaies africaines constitue un problème à résoudre du fait que la plupart des monnaies ne sont pas admises au delà des frontières nationales sauf dans le cas des marchés parallèles concernant certaines monnaies. 4/ Il n'existe pas actuellement de cadre régional dans lequel les pays africains pourraient oeuvrer à harmoniser leur pratiques en matière de monnaie et de contrôle des changes, et à lever les obstacles monétaires à l'expansion du commerce intra africain. La création d'institutions monétaires pouvant faciliter le mouvement vers la convertibilité des monnaies, l'intégration monétaire et une meilleure gestion monétaire et financière, contribueront au développement économique et financier de l'ensemble du continent africain.

5. Dans le cadre des relations monétaires et financières internationales, les pays africains doivent renforcer leur capacité de réagir aux situations nouvelles comme la création d'un système monétaire européen unique à la suite de l'avènement du marché commun européen en 1992.

#### B. Gestion de la politique monétaire et financière africaine

6. Les questions abordées dans la partie précédente reflètent les énormes problèmes que connaissent beaucoup de pays africains dans la gestion de leur situation monétaire et financière interne. Ces problèmes sont apparus à la suite des efforts pour maîtriser les déficits chroniques de la balance des paiements et la dette extérieure de plus en plus lourde. La majorité des pays africains n'est pas équipée pour faire face aux changements brutaux intervenus dans la situation monétaire. Leurs réactions sont ponctuelles, fondées sur des mesures palliatives au milieu de la lutte pour l'obtention des ressources extérieures afin de faire face à ce problème.

7. Ces problèmes résultent de politiques internes qui n'encouragent pas l'épargne et l'investissement. C'est ainsi que les taux d'intérêt nominaux sont longtemps restés trop faibles, oscillant entre 5 et 10 p. 100 alors que l'inflation, due essentiellement à l'expansion monétaire, tourne autour de 20 p. 100 et plus avec pour conséquence des taux d'intérêt négatifs qui n'ont pas encouragé l'épargne dans les banques et autres institutions financières. Ainsi, le système financier a été privé d'une source essentielle pour l'apport de fonds pour l'investissement. Les faibles taux d'intérêt ont également découragé les banques commerciales et autres institutions financières dans l'octroi des crédits pour les investissements productifs ou les fonds de roulement, du fait que les

risques encourus ne peuvent être couverts par les taux en cours. Bref, la plupart des pays africains souffrent d'une forte "repression financière".

8. En Afrique, l'utilisation d'instruments de politique monétaire par les Banques centrales, comme les changements des réserves, les taux d'intérêt ou les opérations de marché ouvert, ne produit pas toujours les effets désirés au niveau de la masse monétaire ou autres conditions du crédit en raison de la manipulation des portefeuilles par les détenteurs de valeurs, en particulier les banques transnationales <sup>30</sup>5/. Ainsi, en Afrique en voie de développement, il n'existe même pas de moyens pour une politique monétaire active. Les économies ne sont pas entièrement monétarisées; il existe un large secteur de subsistance sur lequel les taux d'intérêt n'exercent que peu d'influence et, les marchés monétaires et financiers existants ne sont pas intégrés au reste de l'économie. Tous ces éléments limitent considérablement l'efficacité d'une politique monétaire en Afrique.

#### C. Impact des facteurs externes sur les monnaie et les finances en Afrique

9. Les données disponibles sur les transferts de ressources confirment que les transferts vers l'Afrique ont stagné en termes réels. Comme le montre le tableau 1, ces transferts ont atteint 20,5 milliards de dollars en 1987 soit 17,1 p. 100 de plus qu'en 1986. En termes réels (prix 1986), l'augmentation n'a été que de 2,3 p. 100 entre 1980 et 1985, suivie d'une baisse de 2,2 p. 100 en 1987. L'étude de la structure des transferts de ressources montre que les crédits à l'exportation qui étaient de 1,9 milliards de dollars en 1980 ont baissé dramatiquement pour atteindre un niveau négligeable, et que les transferts privés en 1987 ont baissé de 17,9 p. 100 par rapport à 1980. L'augmentation concerne principalement le financement public du développement en représentant 88,8 p. 100 du total des transferts en 1987 contre 80 p. 100 en 1980. Cette évolution, qui signifie que les ressources sont obtenues à des termes moins onéreux par les pays de l'Afrique subsaharienne, implique également qu'il ne faut plus s'attendre à d'importantes ressources pour l'investissement du fait qu'une part déterminante des transferts publics ne sont pas orientés vers l'investissement, alors que l'inverse est vrai pour les transferts privés.

Tableau 1

**Transferts nets de ressources vers l'Afrique subsaharienne, 1980, 1985, 1986, 1987**

(en milliards de dollars)

	1980	1985	1986	1987
<b>Financement public du développement</b>	10,4	11,9	14,9	18,2
Aide publique au développement	8,7	10,6	12,9	14,9
Bilatérale	6,2	7,3	8,4	10,0
Multilatérale	2,5	3,3	4,0	4,9
Autres EPD	1,7	1,3	2,0	3,6
Crédits à l'exportation	1,9	0,8	0,4	0,0
Transferts privés	2,8	2,2	2,2	2,3
<b>Total des transferts</b>	<b>15,1</b>	<b>14,9</b>	<b>17,5</b>	<b>20,5</b>
Pour mémoire:				
Total des transferts aux prix				
1986 et taux de change	17,3	18,3	17,5	17,9

Source: OCDE, Financing and External Debt of Developing Countries, 1987, Survey (Paris, 1988).

10. Les chiffres récents du rapport de l'OCDE de 1988 sur la coopération pour le développement (6/), (plus faibles que ceux du tableau 3 extraits d'une publication antérieure) montrent que le total des transferts nets de l'APD vers les pays africains, y compris les pays d'Afrique du Nord, qu'ont atteint 16 milliards de dollars, sont tombés à 13,8 milliards de dollars en 1987 (prix et taux de change 1986). C'est là une preuve supplémentaire de la réduction des transferts de ressource vers les pays africains.

#### D. Endettement extérieur de l'Afrique et gestion des ressources 7/

11. La situation de la dette extérieure de l'Afrique s'est aggravée en 1988 et devrait empirer en 1989 et au-delà (voir tableau 2). Le stock de la dette encourue a augmenté sensiblement depuis 1980, pour atteindre environ 230 milliards de dollars en 1988. Ce chiffre représente 87,1 p. 100 du PIB régional total, et 314,2 p. 100 des exportations des biens et services. En fait, pour certains pays, comme la Gambie, la Guinée Bissau, le Mozambique, la Somalie et le Soudan, ce dernier ratio dépasse actuellement les 1000 p. 100. Au cours des trois années 1985-1988, le stock de la dette a augmenté d'environ 55,6 milliards de dollars, soit les recettes à l'exportation d'une année entière.

12. Malgré le rééchelonnement répété et des difficultés croissantes pour obtenir de nouveaux prêts, le volume de la dette a augmenté d'environ 10 milliards de dollars en 1988 seulement. Cette augmentation reflète essentiellement les effets de l'évaluation combinés à la baisse continue de la valeur du dollars américain, à l'accumulation des arriérés et à la capitalisation des intérêts impayés. Les nouveaux prêts n'ayant que peu augmenté. L'augmentation continue de volume de la dette et le ratio de la dette montrent le fardeau excessif imposé aux économies africaines et leur vulnérabilité aux événements extérieurs négatifs. Ainsi, pour bien comprendre la crise de la dette africaine, il faut la situer dans le contexte de l'évolution défavorable des prix des produits de base et des transferts de ressources, ainsi que des efforts d'ajustement en cours.

Tableau 2

**Afrique en développement: Dette extérieure  
et service de la dette**

	1985	1986	1987	1988
Total de la dette				
Service de la dette				
Poids de la dette				
Dette/PIB				
Dette/exportations				
Services de la dette/ exportations				

Source: OECD, Financing and External Debt of Developing Countries 1986 Survey (Paris, 1987).

OECD, External Debt Statistics (Paris, 1988)

IMF, World Economic Outlook (October, 1988)

World Bank, World Debt Tables, 1988-1989 Edition, African Economic Deficit, Issues;

ECA Secretariat.

\* Estimations préliminaires.

**E. Problèmes de la balance des paiements**

13. Les sections précédentes montrent que l'évolution du secteur monétaire et financier tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique sont pour une grande part à l'origine des problèmes de balance des paiements et de l'endettement extérieur des pays africains aux niveaux individuel et collectif. Le tableau 3 présente la balance commerciale et la balance des paiements des pays africains entre 1985 et 1988. La principale préoccupation des pays africains est non seulement la persistance mais l'aggravation du déficit de leur balance de paiement.

Tableau 3

**Balance des paiements de l'Afrique en****développement**

(en milliards de dollars EU)

	1985	1986	1987	1988
Exportations FOB	64,0	49,8	57,3	66,8
Importations FOB	58,1	52,2	53,9	62,7
Balance commerciale	5,9	-2,4	3,4	4,1
Service et transferts privés (net)	-13,0	-11,3	-14,6	-17,2
Balance de compte courant	-7,1	-13,7	-11,2	-13,1

Source: CEA, Surveys of Economic and Social Conditions in Africa, 1986-1987, New York, 1988.

14. L'approche classique proposée par le Fonds monétaire international préconise la stabilisation. Cependant, certains milieux africains, s'appuyant sur des études empiriques indépendantes, soutiennent que le problème est d'ordre structurel. A titre d'exemple, l'un des arguments veut que dans le cadre d'une économie fondée essentiellement sur l'exportation de produits de base, la diversification des exportations doit se traduire par une augmentation au niveau du volume et des recettes à l'exportation. Ainsi, le problème des déficits de la balance des paiements en Afrique nécessite des mesures de restructuration et de diversification des économies et non pas une simple stabilisation.

#### G. Intégration monétaire et financière africaine

15. Au cours des deux dernières décennies, d'importants progrès ont été faits dans la mise en place d'institutions monétaires, financières et de développement pour faire face aux problèmes socio-économiques de l'Afrique. Dans le domaine du financement du développement, il existe au niveau régional, la Banque africaine de développement, et au niveau sous régional la Banque de développement pour les Etats de l'Afrique de l'ouest, la Banque de développement d'Afrique de l'est, la Banque pour le commerce et le développement des Etats de l'Afrique de l'est et d'Afrique australe, le Fonds de la CEAO et la Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA). Il existe également d'importantes institutions monétaires telles que le Centre africain d'études monétaires et l'Association des banques centrales africaines ainsi que des accords sous régionaux de paiement et de compensation comme la Chambre de compensation d'Afrique de l'ouest, la Chambre de compensation d'Afrique centrale et la Chambre de compensation de la zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique de l'est et d'Afrique australe.



16. En dépit de ces acquis, les pays africains demeurent fortement dépendants des institutions extérieures dans les domaines financier et monétaire. Les systèmes africains de banque et de crédit sont nés au cours de la période coloniale, de sorte que les institutions monétaires et financières de la période post-indépendance ont largement suivi les modèles de la période antérieure à l'indépendance 8/. Dans les anciennes colonies britanniques, les monnaies étaient du ressort du Conseil de la monnaie de sorte que la Grande Bretagne contrôlait les politiques monétaires et financières de ses possessions. Les accords dans le cadre de la zone franc visaient des objectifs similaires. Toutefois, ces accords en eux mêmes n'ont pas donné lieu à la création d'un système monétaire régional par le biais d'une intégration monétaire et financière.

17. Le rôle des institutions bancaires et financières est de plus en plus reconnu comme étant vital dans le cadre des efforts en vue du redressement et du développement économiques de l'Afrique. En renforçant l'intégration financière parallèlement à des changements structurels conséquents dans les marchés financiers, on améliorera l'efficacité grâce à la réduction des coûts d'intermédiation et une meilleure capacité à se protéger contre les risques financiers liés aux fluctuations des monnaies, des taux d'intérêt et des prix.

18. En raison de l'importance de ces questions essentielles qui préoccupent l'Afrique dans les domaines monétaire et financier et, afin de faciliter l'intégration économique et monétaire de l'Afrique, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont décidé la création d'un Fonds monétaire africain. C'est ainsi qu'ils préconisent que:

...Des mesures soient prises pour mettre en place de nouvelles institutions multinationales après une étude minutieuse de leur nécessité, de leurs objectifs et activités et lorsqu'il ne fait pas de doute qu'elles bénéficieront de l'appui politique et financier des Etats membres". (LPA paragraphe 264), et que "... aucune institution nouvelle ne doit être créée avant une étude sérieuse et une fois que les possibilités offertes par les institutions nationales et multinationales auront été pleinement étudiées." (LPA, paragraphe iii).

19. Conformément à ces directives, les chapitres suivants de cette étude examinent diverses options de rechange pour résoudre les questions essentielles qui préoccupent l'Afrique, comme indiqué dans la section précédente, et pour promouvoir la coopération monétaire et financière africaine dans le cadre de l'intégration économique et du développement. Ces options sont les suivantes: un fonds monétaire africain; une union africaine des paiements, et un accord par lequel l'une des banques centrales nationales ou sous régionales pourraient servir de noyau à un accord monétaire régional, le CAEM se chargeant de l'analyse de la politique économique.

## PREMIERE PARTIE

## CHAPITRE II

## LE PROJET DE FONDS MONÉTAIRE AFRICAIN

A. Introduction

20. Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé, entre autres, la création d'un Fonds monétaire africain, ils étaient convaincus qu'une telle institution pourrait jouer un rôle important pour faire face aux problèmes monétaires du continent de la même manière que la Banque africaine de développement comble un vide dans le domaine de la mobilisation de finances pour le développement. Cette partie de l'étude sera donc consacrée à l'examen de cette question. Dans la première section, les motivations ou la nécessité du Fonds seront développées. La deuxième section s'attachera aux objectifs, fonctions et structure organisationnelle; la troisième section concernera la viabilité financière, tandis que la dernière section abordera les orientations opérationnelles.

B. Les motivations de la création d'un fonds monétaire africain

21. Les motivations essentielles de la création d'un Fonds monétaire africain peuvent se résumer à son rôle consistant à combler un vide dans le processus de développement socio-économique par ses opérations monétaires et financières. En outre, pour de raisons à la fois politiques et économiques, la création d'un Fonds monétaire africain aura une importance fondamentale et historique dans la réalisation de l'autosuffisance collective.

22. Plus précisément, le Fonds pourrait jouer un rôle que les institutions monétaires nationales ou sous régionales ne peuvent assumer: a) solution des problèmes monétaires et financiers africains dans un cadre africain <sup>9/</sup>; b) possibilité d'évoluer vers une unité de compte commune, surtout pour réduire les coûts des transactions intra-africaines; c) disponibilité de nouvelles sources de crédits et de capitaux; d) possibilité de créer un cadre pour une politique africaine en matière de monnaie et de taux de change et pour les programmes d'ajustement adaptés à l'Afrique; e) soutien technique aux institutions monétaires nationales et sous régionales; f) possibilité pour les peuples africains de renforcer la capacité de gestion économique et d'analyse de la politique monétaire au niveau régional et non plus au seul niveau national; et g) par dessus tout, la possibilité pour les pays africains d'évoluer vers l'objectif de mise en commun des réserves internationales assurant ainsi l'épargne, et enfin vers la création d'une zone monétaire unique avec une seule monnaie. Ainsi, par ses objectifs, sa politique ou son fonctionnement, un Fonds monétaire africain ne serait ni en parallèle, ni même en concurrence avec les institutions monétaire et financière sous-régionale, régionale ou internationale existantes.

23. Il est difficile d'imaginer que l'Afrique fera des progrès dans les années à venir si elle choisit la voie de l'isolationisme économique. Point n'est

besoin de prouver que l'Afrique accuse un retard technologique en termes relatifs, et que sa production et ses investissements progressent beaucoup plus lentement qu'il ne le faudrait. Pour ces raisons, les relations commerciales de l'Afrique avec le reste du monde devront être développées mais de manière aussi défavorable que par le passé. Le Fonds envisagé contribuera à éliminer les distortions au niveau des prix et des taux de change, ainsi que les autres obstacles au développement du commerce africain aux niveaux intérieur et international. L'Afrique devra donc disposer de l'expertise nécessaire pour promouvoir ces objectifs. Le Fonds accordera la priorité au développement du commerce régional.

24. Les politiques du Fonds peuvent varier avec le temps en fonction de l'évolution de la situation à la fois en Afrique et dans le reste du monde. Pour cette raison, l'institution proposée doit être dotée des moyens pour faire face aux nouveaux problèmes dans le domaine monétaire. Ainsi, le Fonds devra développer son action à partir des tâches initiales qui lui seront assignées. Cela lui garantira un caractère durable lorsqu'il aura à étudier la réponse commune de l'Afrique aux questions soulevées dans le domaine monétaire à l'échelle mondiale.

25. Généralement parlant, l'objectif essentiel du Fonds sera de renforcer la confiance monétaire dans la région africaine et d'éviter les tensions dues aux fluctuations des prix, des taux d'intérêt et des taux de change, bien que son rôle primordial sera de promouvoir l'intégration économique du continent africain.

## CHAPITRE III

## OBJECTIFS, FONCTIONS ET OPERATIONS

## TECHNIQUES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN

26. Le Fonds visera à promouvoir l'intégration économique des pays africains. Ainsi, ses facilités assureront à chaque étape qu'une certaine harmonisation entre pays africains est réalisée. Par exemple, il peut promouvoir des échanges sur une base susceptible de rassurer les parties quant au paiement effectif et au fait que les politiques financières suivies par les parties en question renforceront les futures échanges. Autrement dit, il assurera un financement prioritaire des actions susceptibles de donner lieu à une réaction cohérente des économies africaines à l'évolution de la situation internationale. Les pays africains ne peuvent pas se permettre d'entreprendre des actions en matière de politique économique contradictoires les unes par rapport aux autres. Le Fonds fera donc en sorte qu'il puisse susciter une réaction favorable au plan monétaire de la part des pays membres afin de promouvoir un fonctionnement mieux intégré des économies africaines.

A. Objectifs du Fonds monétaire africain

27. Le Fonds monétaire africain est donc appelé à oeuvrer pour la réalisation des grands objectifs suivants:

- i) Promouvoir la coopération en matière de monnaie, de change et de finances entre les Etats membres afin de faciliter l'intégration économique et le développement économique et social;
- ii) Soutenir le financement de la balance des paiements des Etats membres avec pour objectif la contribution au commerce intra-africain;
- iii) Offrir un cadre de consultation, de coordination et d'action collective pour les questions monétaires et financières à caractère régional ou mondial.

B. Fonctions du Fonds monétaire africain

28. Le Fonds monétaire africain devrait assumer les fonctions suivantes:

- i) Entreprendre des activités de coopération monétaire et financière à même d'assurer le plus rapidement possible l'intégration monétaire en Afrique et d'accélérer le processus d'intégration économique entre les Etats membres;
- ii) Aider à la conception d'accords de paiement et de compensation multilatéraux entre les Etats membres;
- iii) Utiliser ses ressources pour promouvoir une croissance équilibrée du commerce intra-africain;

- iv) Aider à leur demande les Etats membres dans la formulation des réformes de la politique économique;
- v) Explorer les canaux possibles pour le renforcement du volume des ressources et l'octroi de crédits aux Etats membres;
- vi) Entreprendre des activités de recherche et de formation des analyses de politiques et accorder une assistance technique aux Etats membres;
- vii) Agir en tant que dépositaire et gestionnaire des fonds qui lui sont confiés par les Etats membres, les Etats non membres, ou toute autre entité internationale à condition que ces dépôts et cette gestion soient conformes aux dispositions de l'Accord portant création du Fonds;
- viii) Réaliser avec l'accord préalable du Conseil des Directeurs exécutifs, toutes autres activités non incompatibles avec les objectifs du Fonds.

C. Opérations techniques du Fonds monétaire africain

29. Le Fonds exécute les opérations techniques suivantes en liaison avec ses avoirs.

- i) Octroi de facilités de crédit aux Etats membres pour la promotion du commerce intra-africain;
- ii) Octroi d'une facilité de financement exceptionnelle aux Etats membres en soutien à l'effort d'ajustement en cas de circonstances imprévues;
- iii) Octroi d'un soutien supplémentaire à la balance des paiements globale des Etats membres;
- iv) Investissement dans les valeurs financières de maturités différentes, de préférence dans les institutions financières africaines primaires;
- v) Donner des garanties au profit des banques centrales des Etats membres pour le financement de la balance de paiement intra-africaine dans des limites pré-déterminées et pour des périodes spécifiques;
- vi) Mener les autres activités de temps en temps approuvées par le Conseil des administrateurs.

30. Il entreprendra les activités suivantes en rapport avec ses responsabilités:

- i) Prendre des dépôts et recueillir des fonds sur les marchés monétaires et les marchés de capitaux;

- ii) Recueillir des fonds auprès des sources officielles pour compléter ses ressources;
- iii) Recueillir d'autres ressources tel qu'approuvé de temps en temps par le Conseil des administrateurs;

31. Le principe, la nécessité, les objectifs et les fonctions du Fonds monétaire africain proposé qui sont discutés plus haut ont été proposés sur base de la théorie des Fonds monétaires. Néanmoins, les hypothèses de base détermineront si le Fonds atteindra ses objectifs ou pas en pratique. Ainsi, afin d'évaluer adéquatement les chances du FMA d'atteindre avec succès les objectifs fixés, on doit analyser chacun des objectifs susmentionnés.

- i) Le premier objectif signifie qu'il est nécessaire que le Fonds assure la stabilité et l'harmonisation des changements de taux de change afin de faciliter les relations commerciales intra-africaines. Mais est-ce que le problème d'instabilité des taux de change se pose en Afrique aujourd'hui ou dans un proche avenir? Les faits montrent que 38 pays africains ont des monnaies à parité fixe et que il seulement suivent le régime de taux de changes flexibles. Ainsi, le problème ne se pose pas réellement. Même si tous les taux de change étaient flexibles, le Fonds ne pourrait pas en influencer le changement car les Etats membres ne consulteraient pas nécessairement le Fonds pour dévaluer ou réévaluer leurs monnaies. La raison est qu'ils trouveront très logique de modifier les taux de change par rapport aux monnaies des pays avec lesquels ils font le plus de commerce, sans se donner la peine de consulter le Fonds. Et à ce moment, ce serait avec des pays non-membres. Ainsi, dans tous les cas, le FMA sera inefficace jusqu'à ce que les taux de change soient plus flexibles et que le commerce intra-régional domine le commerce total africain;
- ii) Le second objectif peut être facilement atteint; mais pour que le Fonds puisse avoir un impact significatif, il doit disposer de ressources considérables à long-terme et non à court-terme. La raison est que l'actuel problème économique le plus aigu en Afrique est posé par la restructuration et la diversification des économies. Si le Fonds devait fournir ces moyens financiers de développement, il ferait double emploi avec les institutions financières de développement qui existent maintenant dans la région et dans les sous-régions, et économiquement, ça n'aurait pas de sens. Dans tous les cas, il y a lieu de douter que les pays membres seront capables de trouver les ressources supplémentaires en devises pour souscrire au Fonds. Ainsi, l'efficacité du Fonds eu égard à cet objectif est incertaine;
- iii) Lorsqu'on analyse le troisième objectif, il devient évident qu'une institution monétaire régionale peut jouer un rôle important que des institutions nationales et internationales similaires ne peuvent pas assumer. Néanmoins, cette institution ne doit pas être un Fonds. Elle peut par exemple être une union régionale de paiements. L'idée

essentielle est qu'une institution monétaire régionale a un avantage évident sur les institutions d'un autre type. Ainsi, si et lorsqu'il sera établi, le FMA devra combler ce vide, et il peut le faire efficacement.

#### CHAPITRE IV

#### STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU FONDS MONÉTAIRE AFRICAIN

32. En partant de l'expérience du Fonds monétaire arabe et du Fonds de réserve andin, il est proposé que le Fonds monétaire africain ait la structure organisationnelle suivante:

##### A. Conseil des gouverneurs

33. Le Conseil est composé des ministres responsables des finances des Etats membres ou leurs suppléants, et il constituera l'organe décideur le plus élevé du Fonds. Leur pouvoir est défini dans les Statuts. Normalement, le Conseil des gouverneurs se réunit une fois par an et tiendra des réunions extraordinaires si besoin. Le quorum est constitué par au moins les deux-tiers des voix attribuées du Fonds.

34. Le vote dans le Conseil des gouverneurs dépend de la part détenue par le pays que le membre représente.

35. Le Conseil des gouverneurs a les responsabilités suivantes:

a) déterminer la politique globale du Fonds monétaire africain et veiller à ce que les objectifs et les fonctions fixés dans les Statuts soient mis en oeuvre;

b) déléguer le pouvoir au Conseil des administrateurs pour qu'il remplisse toutes les fonctions du Conseil des gouverneurs, sauf les fonctions suivantes:

i). nommer et licencier le Directeur général et le Directeur général-adjoint;

ii). amender, modifier et interpréter les Statuts;

iii). déterminer ou altérer la structure des capitaux du Fonds monétaire africain;

iv). établir, abolir ou accepter la gestion d'un fonds spécial quelconque;

v). établir, réviser et allouer des souscriptions et des quotas;

vi). admettre ou expulser des membres, déterminer les conditions d'admission des nouveaux membres ou l'expulsion des membres existants;

- vii) déterminer la distribution des revenus nets du fonds monétaire africain ou de tout autre dépôt détenu de la part de ses membres;
- viii) déterminer ou établir la rémunération des administrateurs, des suppléants, du Directeur général et du Directeur général-adjoint et approuver le barème de salaire du Secrétariat général;
- ix) Etablir des arrangements de coopération avec une autre organisation quelconque, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Afrique, sauf pour mettre en oeuvre des tâches assignées spécifiques ou pour assumer des fonctions purement administratives;
- x) adopter son règlement intérieur pendant sa réunion.

#### B. Conseil des administrateurs

36. Les administrateurs sont nommés par le Conseil des gouverneurs. Il doivent être des personnes ayant la spécialité technique et l'expérience nécessaires pour permettre au Fonds d'atteindre ses objectifs. Le Conseil des administrateurs est composé de 9 membres.

37. Les administrateurs sont des non-résidents et se réunissent une fois par trimestre. Des réunions supplémentaires peuvent se tenir si c'est nécessaire.

38. Le Conseil des administrateurs détermine la politique que le Fonds suit conformément à la ligne générale tracée par le Conseil des gouverneurs.

39. Les administrateurs sont nommés sur base de la formule de la BAD et votent au sein du Conseil selon les voix attribuées aux pays qu'ils représentent. Le quorum est déterminé par le Conseil des gouverneurs.

40. Le Conseil des administrateurs assume les fonctions et les responsabilités suivantes:

- i) analyser, diriger, contrôler et coordonner les activités financières, techniques et autres du fonds, gérer les affaires et exercer les autres pouvoirs qui lui sont confiés par le Conseil des gouverneurs;
- ii) approuver le programme d'activités du Fonds et mettre en pratique la politique générale et les objectifs du fonds en application des pouvoirs détenus par les Statuts;
- iii) conformément aux directives générales du Conseil des gouverneurs, approuver le rapport annuel du Fonds, les rapports économiques des pays et les recommandations sur les programmes de "réforme économique" et de stabilisation. Il prend également des décisions sur l'octroi de fonds et de garanties, les emprunts du Fonds, les taux d'intérêts et le volume des prêts, les demandes de financement sous diverses



facilités, et les autres activités financières et administratives du Fonds.

41. Le Conseil des administrateurs peut mettre sur pied des comités et des groupes de travail pour remplir ses fonctions, et ces comités, et groupes peuvent être composés de membres du Conseil et de toute autre personne compétente. Il adoptera son propre règlement intérieur, le quorum et la procédure de vote sont similaires à ceux du conseil des gouverneurs. Chaque administrateur peut donner toutes les voix de son mandat.

#### C. Directeur général

42. Le Directeur général est le responsable administratif du Fonds, et il est nommé par le Conseil des gouverneurs. Il préside les réunions du conseil des administrateurs. Il est nommé pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois à la discrétion du Conseil des gouverneurs, ou pour un seul mandat de 7 ans. Il doit être une personne de haute intégrité, ayant de l'expérience et des capacités techniques prouvées dans le domaine financier. Il doit jouir d'une réputation solide dans le secteur financier dans l'ensemble. Il assure les fonctions suivantes:

- i) exécuter les tâches quotidiennes du Fonds, diriger et superviser le travail du personnel opérationnel;
- ii) présider toutes les réunions du Conseil des administrateurs;
- iii) nommer et licencier le personnel de l'organisation;
- iv) convoquer, en consultation avec le Président du Conseil des gouverneurs, les réunions annuelles et extraordinaires du Conseil des gouverneurs et prêter ses services;
- v) remplir toute autre fonction qui lui est confiée par les administrateurs ou le Conseil des gouverneurs.

#### D. Directeur général adjoint

43. Un ou plusieurs directeurs généraux adjoints peuvent être nommés lorsque le besoin se fait sentir.

#### E. Comités techniques spécialisés du FMA

44. Le conseil des gouverneurs peut mettre sur pied un ou des comités chargés de questions spécifiques.

#### F. Qualité de membre et vote

45. Un Etat africain membre de la BAD est habilité à être membre du FMA. Des pays qui ne sont pas de la région peuvent également être membres du Fonds. Les

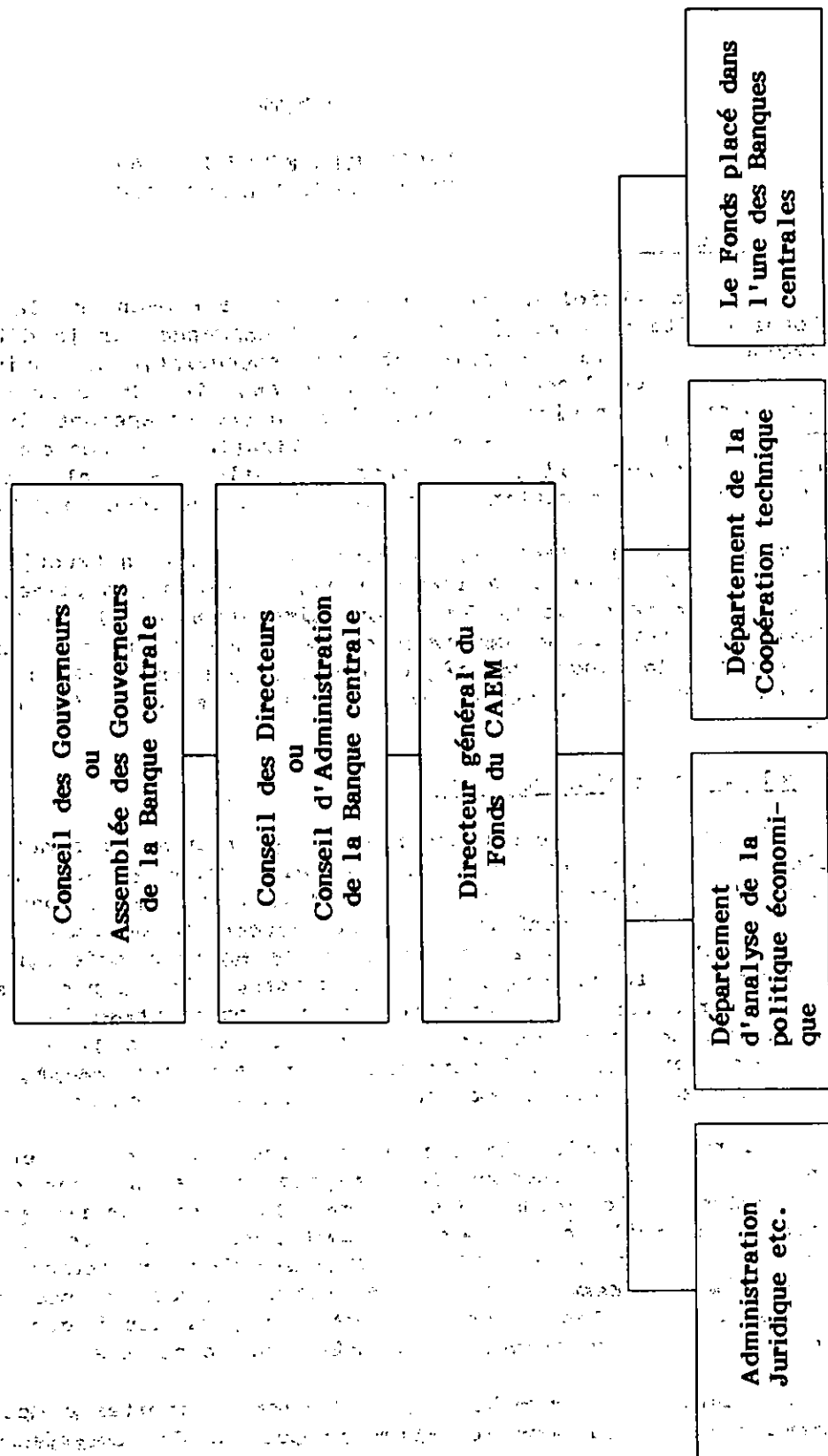
voix attribuées à chaque membre du Fonds sont conformes à la formule convenue de la BAD. Les voix sont données aux Etats membres proportionnellement à leurs souscriptions ou quotas. La participation non-régionale est approuvée pourvu que les voix attribuées au sein du Fonds permettent aux Etats africains d'en garder les deux-tiers.

G. Secrétariat

46. Le Fonds commencera avec un personnel réduit, mais il aura la main-d'oeuvre nécessaire pour commencer les opérations. Il comprendra un Secrétaire du Conseil/juriste, des conseillers spéciaux, des vérificateurs intérieurs et quatre départements spécifiques, tel que spécifié dans l'organigramme suivant.

47. Ces départements ne seront pas tous créés au début, mais au fur et à mesure selon les besoins.

# **Structure organisationnelle du CAEM transformé en noyau du Fonds monétaire africain**



## CHAPITRE V

RESSOURCES FINANCIERE DU  
FONDS MONETAIRE AFRICAINA. Introduction

48. Le but essentiel de ce chapitre est de présenter la viabilité financière du Fonds monétaire africain proposé. Il commence par la détermination du volume du Fonds et du flux de paiements aux souscriptions. Suivant des projections de recettes et de dépenses pendant cinq ans, les Etats du bilan et du mouvement de trésorerie. Ensuite, la politique d'investissement du Fonds, sa capacité d'emprunter, les perspectives de mobilisation de ressources extérieures sont évaluées. La possibilité de fonds à facilité spéciale est analysée, puis on conclut avec une évaluation de la viabilité financière du FMA.

49. On se référera (tel que recommandé par les instructions relatives à cette étude, aux structures et à l'expérience de fonds monétaires déjà existants dans le tiers-monde tels que le Fonds monétaire arabe (FMA), le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale et le Fonds de réserve andin. En outre, on se référera à la Banque des règlements internationaux (BRI), au Système monétaire européen (SME) et au Fonds monétaire international (FMI) chaque fois que de besoin.

B. Volume du capital du Fonds

50. L'évaluation des ressources requises pour un Fonds monétaire est une question complexe. L'expérience du Fonds monétaire arabe et du Fonds de réserve andin montre que le volume initial du capital de ces institutions a été principalement déterminé par la disponibilité de ressources en devises dans les pays membres de la région. Il n'y a donc pas eu de méthode scientifique pour déterminer le volume des fonds respectifs. Néanmoins, les fonds disponibles pourraient être assez réduits pour n'apporter qu'une contribution insignifiante aux efforts d'ajustement des pays membres. Ainsi, en plus de la disponibilité et de la volonté des pays membres à contribuer, on doit tenir compte de l'impact probable du fonds sur les économies des pays en cours d'ajustement.

51. A titre d'exemple, la raison qui fait que le FMI et la Banque mondiale soient capables d'influencer les programmes d'ajustement des pays membres est fondamentalement le volume des moyens financiers qu'ils peuvent offrir et la qualité de conseils en matière de politique économique qu'ils peuvent donner. De même, la capacité du FMA à influencer les programmes d'ajustement de ses membres dépendra essentiellement du volume moyen de ses crédits par rapport aux besoins des balances de paiement des pays ainsi que de ses aptitudes de conseils et d'analyse en matière de politique économique.

52. Il existe deux approches pour calculer l'importance des opérations du FMA. Le premier indicateur est le volume proposé du FMA constitué par un pourcentage

des achats cumulés (5 667 millions de dollars) demandés par les pays africains au FMI entre 1983 et 1987, une période de la crise la plus dure. Comme l'indique le tableau 1, on a alors respectivement 52,9 p. 100, 35,3 p. 100 et 17,6 p. 100. Un autre taux proposé par une étude confidentielle sur un autre Fonds monétaire régional est que le volume du FMA soit égal aux volumes des quotas africains (6 066,7 millions de dollars) au FMI, et un tiers des quotas serait considéré comme suffisant. Comme le montre le tableau 4, un volume de Fonds de 2 et 3 milliards de dollars serait suffisant selon les deux approches, alors qu'un milliard de dollars n'aurait pas un impact significatif.

Tableau 4

Le volume du FMA en tant que pourcentage de:

Volume du Fonds	Achats cumulés contractés auprès du FMI, 1983-87	Quotas africains au FMI
3,0 milliards \$	52,9	49,6
2,0 milliards \$	35,3	33,0
1,0 milliards \$	17,6	16,5

53. L'idée avancée est que le volume de 3 ou 2 milliards de capital proposé pour le FMA peut être considéré comme significatif et le Fonds aurait un impact important sur les pays membres africains aussi bien que de la crédibilité sur les marchés financiers internationaux. Il n'y a donc pas de raison que le Fonds ne soit pas capable d'influencer des programmes acceptables d'ajustement économique pour ses emprunteurs. Néanmoins, la réduction du volume à un milliard affecterait sensiblement l'impact du Fonds proposé. Pour commencer, et si seulement les petits pays membres reçoivent une assistance financière du fonds, les souscriptions libérées d'un milliard de dollars auraient un impact quelconque sur les membres emprunteurs.

54. Pour que le FMA ait un impact significatif sur les économies africaines, il est proposé que le capital autorisé soit de 2 milliards de dollars E.U et que la part non-intégrée soit d'un milliard pendant les années qui suivront immédiatement l'établissement du Fonds, qu'il ait ou non des membres de l'extérieur de la région qui y adhèrent. Le capital appelé du fonds devrait être entièrement payé en monnaies convertibles pour les raisons qui suivent.

i) Le cas de contribution à 100 p. 100 en monnaies convertibles

55. Cette approche a été adoptée par le Fonds de réserve andin et le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale. Le principe directeur est que les pays membres de la région ont de larges déficits avec les pays extérieurs à la région et de très petits déficits au sein de la région. Etant donné que le commerce intra-africain constitue moins de 5 p. 100 du commerce total africain, il est plus que probable que plus de 90 p. 100 des déficits des pays africains seront avec des pays qui ne sont pas de la région. Si tel est le cas, les

contributions aux ressources du capital du FMA devraient être en monnaies convertibles. Même dans le cas de commerce intra-régional avec des arrangements de compensation, le solde net devra être réglé en monnaies convertibles. Ainsi, de l'avis de responsables du Fonds monétaire arabe, du Fonds de réserve andin et du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale et d'autres experts, ça n'a pas de sens d'inclure les monnaies de la région dans les contributions au Fonds monétaire jusqu'à ce qu'elles soient convertibles.

56. On doit toutefois noter que le Fonds monétaire arabe a accepté au début des monnaies nationales non convertibles comme un moyen de réduire le fardeau des devises pour les pays membres. Cette partie des contributions était destinée à être employée dans des transactions régionales lors de la mise sur pied d'un tel mécanisme. En fait, douze ans après son établissement, le Fonds monétaire arabe n'a pas encore résolu le problème d'usage des monnaies nationales non-convertibles. Comme résultat, lors de la majoration ultérieure de son capital, il a exclu les contributions en monnaies nationales.

57. Lorsque la BAD a été créée, tous les paiements à son capital étaient soit en or soit en monnaies convertibles. Lors de la troisième majoration du capital de la Banque, des contributions en monnaies locales non-convertibles ont été acceptées; mais pour la quatrième majoration, il n'en a pas été ainsi. A l'heure qu'il est, tant la BAD que la Banque inter-américaine de développement ont conclu que les contributions en monnaies nationales non-convertibles à leurs capitaux respectifs ont peu de valeur ou pas du tout. Même pour le cas du FMI qui accepte 75 p. 100 des contributions (quotas) en monnaies nationales, la part des contributions totales en monnaies nationales qui est utilisable est effectivement très petite (environ 34 p. 100), et le reste est immobile, sans recettes d'investissement pour le Fonds lui-même.

58. Pour les raisons susmentionnées, on considère qu'il ne serait pas raisonnable que le FMA accepte des monnaies nationales non-convertibles, tout au moins au début, et jusqu'à ce que des études soient menées sur l'usage de ces monnaies. Par conséquent, on suppose ici que toutes les contributions seront en devises et que des intérêts peuvent être gagnés sur le montant total, qu'il soit investi ou fasse partie des crédits de balance de paiement.

#### Flux de paiements au capital appelé

59. On a analysé divers scénarios pour appeler les souscriptions des Etats membres, en tenant en considération les éléments suivants: la capacité de paiement, la nécessité que le Fonds ait un impact immédiat et important sur les pays emprunteurs (les petits pour commencer), la nécessité de se faire reconnaître immédiatement par la communauté financière, et par dessus tout, la nécessité que les pays membres de la région démontrent leur engagement et leur sérieux envers le projet. Etant donné ces facteurs cités, le tableau 5 donne 3 scénarios qui ont été jugés les plus appropriés pour le paiement du capital appelé.

Tableau 5

Paieiment du capital appelé:

<u>Scénario</u>	<u>1ère année</u>	<u>2ème année</u>	<u>3ème année</u>	<u>4ème année</u>	<u>5ème année</u>
I. % du capital appelé	40	15	15	15	15
Montant (millions \$)	400	150	150	150	150
II. % du capital appelé	30	25	20	15	10
Montant (millions \$)	300	250	200	150	100
III. % du capital appelé	30	10	15	20	25
Montant (Millions \$)	300	100	150	200	250

60. Largement influencés par la nécessité de faire un impact immédiat et de permettre au Fonds de s'imposer sur les marchés financiers et parmi la communauté des bailleurs de fonds, les scénarios I et II sont recommandés car il font qu'au moins 500 millions de dollars, soit la moitié du capital appelé, seront payés pendant les 2 premiers années de la période de 5 ans, et le scénario II est considéré comme de meilleur. Néanmoins, le scénario I offre plus de facilités aux membres que le scénario II après la première année de paiement. La raison de suggérer le scénario III est que le premier paiement pourrait être effectué dans des conditions de carence de devises. Une fois que le premier paiement est fait, les membres auraient plus de facilités la seconde année, et lorsque la situation économique et celle des devises s'améliorerait pendant les trois prochaines années, on pourrait majorer les paiements. Ainsi, ce scénario insiste considérablement sur les capacités de paiement.

61. Les conditions prévalant en Afrique nécessiteront un montant de financement supérieur aux souscriptions. Néanmoins, la capacité des pays membres à souscrire au capital du Fonds dans les conditions actuelles sur le continent africain a été prise en considération. En tenant compte de ces facteurs, mais tout en gardant à l'esprit que le FMA a besoin d'avoir un impact minimum sur le redressement de la situation actuelle, les souscriptions susmentionnées ont été proposées. Elles seront employées par le Fonds pour soutenir les activités suivantes:

- a) Facilités à court-terme;
- b) Facilités exceptionnelles;
- c) Arrangements stand-by;
- d) Dépenses administratives.

Projections de recettes et dépenses, du mouvement  
de trésorerie et de l'état du bilan

62. L'annexe V de cette étude donne les détails d'allocation des souscriptions et des projections des Etats susmentionnés pour les 5 premières années de fonctionnement du Fonds proposé et les hypothèses des résultats.

C. La politique d'investissement et de réserves du FMA

63. Comme pour les autres fonds monétaires, la politique d'investissement du FMA devrait se baser sur les quatre principes de sécurité, liquidités, rentabilité et réciprocité. Ces principes ne sont pas nouveaux. Toutefois, afin que le Fonds puisse finalement mobiliser des ressources extérieures et jouer un rôle significatif dans le financement des balances de paiement des pays membres, ces critères doivent être respectés tout le temps.

64. Les liquidités du Fonds devraient être assez consistantes pour lui permettre d'inspirer confiance aux banques internationales et aux banques centrales des Etats membres, et d'honorer promptement ses obligations envers ces derniers et les créanciers. Le Fonds est supposé traiter avec des institutions financières de grande renommée du marché financier afin de garantir la sécurité de ces investissements. Le degré de rentabilité du Fonds va considérablement influencer ses capacités d'attirer des ressources extérieures. Les revenus nets devront servir à accroître les souscriptions au capital des Etats membres - un facteur important dont tiennent compte les créanciers pour évaluer le crédit. Ce critère de viabilité exclut d'office la subvention des taux d'intérêt sur les crédits. Le Fonds devra finalement établir des liens très étroits avec des banques internationales de grande renommée et des banques centrales (dont les banques centrales des pays membres) et veiller à ce qu'il y ait de la réciprocité de la part de ces institutions. On entend par là la capacité du Fonds à se procurer des réserves extérieures à des conditions avantageuses auprès des institutions où le Fonds investit ses ressources qui ne sont pas immédiatement disponibles aux prêts. A moins d'arriver à cette réciprocité sinon le Fonds investirait plus dans les banques internationales sans être en mesure d'en contracter des emprunts.

65. Les réserves d'une institution monétaire constitue une partie de ses propres ressources. Comme tel, le montant des réserves renforce sa crédibilité.



Le taux souhaité auquel les réserves sont constituées dépendra de la décision de la direction qui sera à son tour influencée par le montant du capital initial et la facilité avec laquelle des souscriptions supplémentaires au capital peuvent être obtenues des pays membres. Dans le cas du FMA, où les augmentations des souscriptions au capital semblent difficiles, la direction aura besoin de reconstituer immédiatement et très rapidement des réserves par la suite. Le rythme réel d'accumulation des réserves peut dépendre aussi du niveau d'intérêt des frais sur les crédits à la balance des paiements et des intérêts sur les investissements. Ainsi, après avoir fixé un rythme souhaitable d'accumulation de réserves, le taux d'intérêt sur les crédits pourrait être déterminé en conséquence. Il serait utile de noter que la direction du FMI a récemment décidé que les réserves augmentent de 3 p. 100 par an. L'ajustement des intérêts est opéré pour atteindre ce but.

#### D. Mobilisation des ressources extérieures

##### 1. L'aptitude du FMA à emprunter

66. Ce paragraphe traite d'un examen de l'aptitude du FMA à emprunter des fonds, à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Les possibilités d'emprunt sont discutées en détail dans la section III ci-dessous. Il est donc proposé de débiter par l'analyse des facteurs qui déterminent l'aptitude d'un fonds monétaire à contracter des prêts. Cette analyse est ensuite suivie de projections des montants que le Fonds pourrait constituer à travers les emprunts.

##### 2. Les facteurs déterminant l'aptitude à emprunter

67. Le montant du capital social souscrit et la crédibilité des actionnaires d'une institution déterminent généralement son aptitude à emprunter des fonds supplémentaires 30/. Théoriquement, le montant qui pourrait être mobilisé grâce à un emprunt est égal à la portion de l'obligation remboursable à vue de la monnaie convertible du capital souscrit. Dans le cas d'une institution financière de développement établie de longue date et ayant une tradition prouvée, le ratio du capital d'apport au capital remboursable par anticipation n'a pas besoin d'être très élevé. Mais dans le cas des Fonds monétaires, le montant total du capital souscrit en monnaie convertible doit être apporté et c'est ce qui détermine quel montant pourrait être emprunté. Le FMA (Fonds monétaire arabe), par exemple, a été autorisé par ses statuts à emprunter jusqu'au double de son capital autorisé et ses réserves générales. A la fin de 1982, quelque 80 p. 100 du capital autorisé et souscrit a été versé. Cependant, en pratique, le FMA n'a pas fait usage de cette disposition. Par contre, le Fonds de Réserve andin n'a pas cette restriction statutaire sur les emprunts. Néanmoins, le capital versé constitue 97 p. 100 du capital autorisé et souscrit. Selon les responsables du FRA, il leur a été très difficile de contracter une dette pour le capital d'apport au ratio 1:1. Pour le FMA, le ratio de la dette par rapport aux quotas a été de 0,3:1 en 1982 et de 0,3:1 en 1983. 31/. Ces ratios supposent que pendant les premières années

du FMA, il a été extrêmement difficile, sinon impossible, de mobiliser des prêts extérieurs de montants importants. C'est la raison pour laquelle les précédentes projections financières sont fondées uniquement sur ses propres ressources.

68. La performance gestionnaire et financière du FMA entre également en compte du côté de crédit. Cet aspect ne sera important qu'après quelques années d'opérations. Cependant, une gestion financière saine et la liquidité des fonds au cours des premières années pourraient largement améliorer ses capacités à emprunter à l'avenir.

#### Emprunts prévus par le FMA

69. Dans le cadre cette étude, on assume que le FMA adoptera une attitude plutôt passive ou conservatrice à l'égard des emprunts jusqu'à ce que l'institution parvienne à la maturité et qu'elle ait établi sa réputation dans les milieux financiers internationaux. Ainsi, après les cinq premières années de fonctionnement, le Fonds pourrait être contraint à faire des emprunts dont le montant ne dépasserait pas 50 p. 100 de son capital souscrit et versé. Ce qui pourrait engendrer des ressources supplémentaires de 500 millions, 1000 millions ou 1500 millions de dollars selon la grandeur du Fonds. Cependant, dans la pratique, il serait extrêmement difficile au FMA de mobiliser ce montant pour des raisons données dans la section II ci-dessous. Il est instructif de noter que le FAR n'a pas été capable d'obtenir le ratio d'emprunt par rapport au capital versé et réserves au-delà de 50 p. 100 et ce jusqu'à cinq années d'opérations plus tard. A présent, ce ratio se situe à 22,4 p. 100 dont 35,3 p. 100 environ représentent les emprunt auprès des banques centrales des Etats membres sous forme de dépôts fixes ou de billets. 32/

#### La nécessité et les possibilités d'obtention du financement pour compléter les souscriptions des Etats membres

70. D'après le principe de financement de la balance des paiements par un fonds monétaire régional, il faut qu'il existe suffisamment de surplus dans cette région pour financer les déficits. C'est pourquoi le financement des déficits dans le monde par le FMI est relativement facile. Ceci peut-être vrai en ce qui concerne le commerce intra-africain qui constitue 5 p. 100 environ du commerce total de l'Afrique. La majeure partie des déficits de tous les pays africains provient de leur commerce avec les pays n'appartenant pas à la région; il est extrêmement difficile de voir comment un tel fonds peut fonctionner, à moins que ces pays non-africains soient admis.

71. Une examen de la situation des réserves internationales de la plupart des pays africains montre que ces pays ne semblent pas avoir des réserves supplémentaires qu'il peuvent utiliser pour souscrire au FMA proposé. Tout le monde admet que le niveau minimum de réserves qui peut être considéré comme adéquat est la valeur de deux mois d'importations. A partir du tableau 6 il est clair que la plupart des Etats africains ne possèdent pas les réserves

étrangères avec lesquelles ils peuvent contribuer de manière positive au FMA. La plupart des pays pour lesquels des renseignements ont été obtenus avaient des réserves inférieures à la valeur de deux mois d'importations. Bien que la situation semble avoir évolué depuis 1986, les réserves ont dû être accumulées aux dépens des importations des biens d'équipement. Par conséquent, beaucoup de ces pays ont trouvé difficile, sinon impossible, de mobiliser des réserves étrangères pour une souscription totale aux institutions existantes telles que la BAD, la CDEAO, le ZEP, le Fonds commun pour les matières de base, pour ne citer que quelques-unes.

Tableau 6

Fréquence des détentions des réserves internationales brutes  
par mois de couverture d'importation

<u>Détentions des réserves</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1986</u>	<u>1988</u>
Inférieur à la valeur de 2 mois	68	67	58	
Valeur de 2-3 mois	12	13	21	
Plus de la valeur de 3 mois	20	20	21	
Total	100	100	100	
Nombre de pays	25	30	38	

Source: Banque mondiale, World Development Report, 1984 et 1988.

72. A défaut d'un redressement positif seule une réduction massive des factures d'importation peuvent libérer les réserves en devises nécessaires pour la contribution au FMA. Cependant, il faut reconnaître que le coût de renonciation pour dévier ces ressources vers le FMA serait la réduction l'importation des biens d'équipement essentiels, l'investissement, et la croissance, la production et l'emploi. Il est possible que la plupart des pays africains aient épuisé leur capacité à réduire davantage les importations comme l'indique l'accumulation croissante du paiement des arriérés. Dans ce cas, des ressources supplémentaires doivent être obtenues de l'extérieur. Plusieurs sources alternatives de telles ressources sont examinées ci-dessus. Ces sources comprennent les dépôts volontaires par les institutions africaines, les conventions, de prêts (y compris des prêts à des conditions libérales) et les ressources provenant des souscriptions des pays non-africains.

Dépôts des Banques centrales africaines et des institutions financières  
régionales

73. Certaines réserves des banques centrales des Etats membres sont à présent détenues par les banques centrales étrangères, la Banque des règlements

internationaux et les banques privées internationales. Si le Fonds peut être capable d'offrir des termes concurrentiels, il n'existe pas de raison convaincante pourquoi une petite portion au moins de ces fonds ne pourrait être attirée par le FMA. Le FRA, par exemple, a récemment publié d'intéressants instruments de dépôt fixe à court terme aux banques centrales membres aux taux de 9,25 p. 100 à 9,8125 p. 100 par an. Quand ces taux sont comparés aux intérêts gagnés par le Fonds sur ses investissements de 8,375 p. 100 à 9,8125 p. 100, ces instruments sont réellement concurrentiels. Suite à cette innovation le FRA a mobilisé 153,4 millions de dollars EU au 30 juin 1984 et 140,6 millions de dollars au 31 décembre 1987 <sup>33/</sup>. Ces fonds ont constitué 47 p. 100 du capital libéré de ce Fonds en 1984 et 30 p. 100 en 1987. Le FMA n'a pas contracté d'emprunts auprès des banques centrales membres ou auprès des sources extérieures à la fin de 1987 et 1988.

74. Les estimations du volume probables des dépôts des banques centrales que le FMA pourrait attirer ne peuvent être faites qu'après la réaction des banques centrales africaines sélectionnées. Cependant, une enquête préliminaire révèle que le FMA serait en mesure d'attirer des dépôts des banques centrales. Des institutions financières de la région et sous-région d'Afrique et les organismes de commercialisation peuvent avoir des volumes actifs gardés dans des centres financiers internationaux. Il apparaît de bonnes raisons d'espérer qu'une partie de ces ressources sera déposée auprès du FMA sur des termes concurrentiels. Ici nous pensons au Groupe de la Banque africaine de développement, à Africare Schlter-Afrique, aux institutions financières sous-régionales et organismes de commercialisation. Ceci dépendra de la disponibilité de l'excédent des fonds, la volonté de les libérer et l'attrait des instruments offerts par le FMA.

75. La BAD, qui n'est pas une institution financière, a pu réussir à mobiliser 1 millions de dollars auprès des banques centrales sous forme d'obligations en 2 ans. Cette mobilisation a constitué à elle seule 6 p. 10 environ du capital libéré de la Banque. A présent, le montant provenant de cette source se situe à 60 millions de dollars dont 52,5 p. 100 est versé par les banques centrales africaines. Il n'est donc pas réaliste de s'attendre que le FMA puisse éventuellement mobiliser un tel montant. Pour les raisons de cette étude, il devrait être possible que le Fonds arrive éventuellement à mobiliser un montant qui soit au moins égal à 10 p. 100 de ses souscriptions d'apport, c'est-à-dire 100 millions, 200 millions et 300 millions de dollars selon le montant du capital d'apport.

#### Les subventions

76. Eu égard à la nature sous-développée de la plupart des pays africains, le FMA ne peut être en mesure d'obtenir des subventions des pays en développement. Il serait important de noter que le Fonds monétaire arabe, le FRA, le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale (FSMAC) n'ont pas encore reçu de tels fonds depuis le commencement des opérations. La principale raison donnée par le FRA et le FSMAC était qu'ils n'avaient pas

encore pris l'initiative de solliciter des subventions. On avait aussi l'impression que solliciter des subventions pourrait être considéré par les créanciers comme étant un signe de faiblesse. Cependant, les tendances des flux de ces ressources vers les pays en développement indiquent qu'il est devenu de plus en plus difficile de mobiliser des fonds de ce genre. Les difficultés de reconstitution de l'AID sont bien connues. Lorsque le FMA sera créé, la direction pourra contacter les pays étrangers pour des subventions afin de compléter les souscriptions des pays membres ou même assister les pays membres les plus pauvres à souscrire au Fonds. Cette dernière assistance a été accordée à certains pays africains pour leur souscription au Fonds Commun pour les produits de base. Le fait que la majeure partie des pays les moins développés du monde se trouvent en Afrique et que les donateurs ont manifesté une grande sympathie à l'égard de ces pays, les perspectives de l'obtention de quelques subventions ou faveur du FMA semblent bonnes.

#### Les prêts à des conditions de faveur et les prêts à des conditions du marché

##### Les prêts à des conditions de faveur

77. En plus des subventions, il peut être possible d'obtenir des prêts aux conditions de faveur; c'est-à-dire des prêts aux taux d'intérêt bien en dessous des taux du marché et ayant de longues périodes de remboursement. Le FSMAC a été en mesure d'obtenir un prêt de 10 000 000 de dollars EU auprès de l'USAID au taux de 3 p. 100 par an sur 20 ans et comportant une période de grâce de 9 ans. Les conditions pour ce prêt de faveur était que les bénéfices réalisés devraient être distribués aux pays membres sous forme de souscriptions supplémentaires au capital du Fonds monétaire. Il est raisonnable d'espérer que ce type de prêts pourrait aussi être obtenu par le FMA.

78. Les sources probables des prêts de faveur qui pourraient être contactées sont les institutions gouvernementales de développement (telles que l'ODA (Royaume-Uni), le Fonds européen de développement, l'USAID) aussi bien dans les pays développés à économie de marché qu'à économie planifiée. L'expérience de la BAD était qu'elle ne pouvait pas s'adresser aux sources extérieures de finance jusqu'en 1973, dix ans après sa création. Au moment où elle avait commencé, le premier ressort était des prêts d'environ 12 millions de dollars EU auprès des gouvernements. Cependant, cette source s'était tarie puisque les donateurs accordaient une préférence aux prêts directs aux pays africains. Ainsi, du montant total des 30 emprunts contractés par la BAD entre 1973 et 1982, 5 p. 100 seulement provenaient des prêts auprès des gouvernements et de l'émission des obligations souscrites par les banques centrales étrangères. Les 95 p. 100 restants provenaient des marchés privés.

79. Les pays du Tiers-Monde, en particulier les pays membres de l'OPEP, pourraient aussi donner des prêts de faveur. Des 919,7 millions de dollars EU mis à la disposition des pays africains par le Fonds de l'OPEP en 1982, 43,1 p. 100 soit 396 millions de dollars EU étaient sous forme de prêts à

la balance des paiements. Si ces prêts étaient accordés à l'Afrique en l'absence d'une institution de financement de la balance des paiements, il est tout à fait raisonnable d'assumer qu'une fois en action, le FMA devrait être en mesure de mobiliser des fonds similaires auprès du Fonds de l'OPEP. Au cours de la mission auprès du SME, il a été observé une certaine sympathie pour la détermination de l'Afrique d'œuvrer vers une intégration économique monétaire. Il existe de bonne chance que ces sentiments pourraient se traduire en une action concrète.

80. En réunissant toutes les sources susmentionnées, on espère que le FMA pourraient être en mesure de mobiliser un montant de prêts de faveur d'au moins 300 millions de dollars étalé sur une période de cinq ans, très probablement après les cinq premières années d'opérations. Cependant, la plus importante condition qu'il faudrait remplir est la capacité du FMA à produire des programmes d'ajustement crédibles et défendables avec une conditionnalité adéquate.

#### Les prêts à des conditions du marché

81. Le Fonds pourrait aussi après plusieurs années d'opérations fructueuses, compléter les souscriptions des membres avec des prêts à des conditions du marché - c'est-à-dire des prêts à court et long termes aux taux d'intérêt du marché. Cependant, l'expérience des autres fonds monétaires étudiés montre que les prêts sur le marché sont devenus extrêmement difficiles. Le FRA en particulier a fait remarquer qu'il était extrêmement difficile d'emprunter au-delà des investissements liquides du Fonds. On s'attend à la poursuite de cette situation pendant une longue période. La raison de cette situation rigoureuse du crédit n'est, naturellement pas le manque des fonds prêtables dans le monde, mais le manque de confiance des créanciers envers les débiteurs. En effet, il y a eu un déclin brusque des prêts privés internationaux, particulièrement en Amérique latine et en Afrique, les deux régions qui sont le plus gravement touchées par la crise de la dette. La situation se détériorerait très probablement pour une nouvelle institution qui n'a pratiquement pas eu de résultats.

82. Cependant, en tant qu'institution financière régionale, le FMA devrait, au moment venu, être en mesure de mobiliser ces fonds du marché avec une marge au-dessus du LIBOR inférieure à l'écart payé par chaque banque centrale. Plusieurs pays africains ne peuvent même pas avoir accès à ces marchés. Ainsi, le Fonds pourrait jouer un rôle très important en encourageant le flux des fonds de marché en faveur du financement de la balance des paiements des pays membres. En effet, le FRA a réussi à jouer ce rôle d'intermédiaire au profit des pays membres. Le rôle a été rendu possible non pas parce que le FRA est une institution régionale doté d'un standing juridique international mais surtout parce que ce Fonds est géré comme une institution technique dont la force motrice est guidée par les principes de sécurité, de liquidité, de profitabilité et de réciprocité.

83. La capacité à attirer les fonds extérieurs est aussi influencée par l'ampleur des conditions que le Fonds monétaire applique dans l'utilisation de ses ressources. Il faut souligner que la plupart des créanciers ne prêteraient de l'argent à un fonds monétaire (pour le financement de la balance des paiements) qui n'applique pas une conditionnalité acceptable. Ainsi, il faudrait que le FMA conçoive et applique une politique de conditions pour l'utilisation de ses ressources, s'il faut qu'il réussisse à mobiliser des fonds extérieurs aussi bien des sources officielles que privées.

84. En guise de résumé, il existe des possibilités pour le FMA de mobiliser des prêts extérieurs, pourvu que les conditions discutées ci-dessus soient réunies. Cependant, il ne sera pas du tout facile et il serait préférable de ne pas trop compter sur les prêts à des conditions du marché qui dans tous les cas seront très coûteux pour la plupart des pays membres. Pour ces raisons, cette étude a assumé que le FMA ne sera pas en mesure de contracter des emprunts sur le marché pendant plusieurs années après sa création.

#### Ouverture de souscriptions dans les pays étrangers

85. On ne peut donner trop d'importance à la possibilité des pays membres de ne pas réussir à totalement répondre à leurs souscriptions en monnaies convertibles. Comme on l'a déjà vu, plusieurs pays africains ne peuvent pas payer leurs contributions en entier aux institutions régionales et internationales existantes. On ne peut pas compter sur les subventions et les prêts, surtout au cours des premières années de fonctionnement du Fonds comme on l'a déjà fait remarquer plus haut.

86. Comme la plupart des pays africains ont des déficits de la balance des paiements avec les pays étrangers, on suggère que ces derniers soient invités à souscrire au Fonds sans avoir le droit de tirage comme c'est le cas de la BAD. Il est possible que peu de pays étrangers seraient d'accord pour contribuer à un fonds monétaire sans avoir le droit d'en faire de retrait. La raison principale est que le financement de la balance des paiements est réversible tandis que le financement du développement ne l'est pas. Ce qui signifie qu'un pays ayant un surplus ne souhaiterait pas souscrire à un fonds monétaire à moins que ce pays ne soit autorisé à faire des tirages sur le Fonds lorsque cet excédent se transforme en déficit. Dans ce cas, on pourrait dire que les pays africains membres gagneraient si le FMA pourrait permettre aux étrangers d'avoir un accès limité à ses ressources tant que le caractère africain du Fonds est préservé. Ceci ne sera probablement pas intéressant pour les étrangers parce qu'ils préféreront continuer à soutenir et retirer du FMI où ils ont un large pouvoir de vote et un accès aux ressources plus grandes.

87. Cependant, lorsque le FMA sera bien fixé, la direction doit être encouragée à suivre de manière active cette source alternative de ressources extérieures. Le succès de la BAD sur cette question est une raison suffisante pour être optimiste. Si la même proportion d'un pouvoir de vote de 2/3 est préservée

par les pays africains membres, et 1/3 par les étrangers, le capital proposé de 3,000 millions de dollars pourrait être porté à 4 500 millions de dollars si ce dernier groupe de pays est autorisé et prêt à adhérer au FMA sans tirages ou avec un accès limité. Il est peu probable qu'un membre étranger et développé demande l'appui d'un fonds monétaire conçu pour servir les intérêts des pays les plus pauvres du monde.

#### E. Fonds de facilité spéciale

88. L'idée des fonds spéciaux est de répondre aux besoins de certains pays ayant des problèmes de balance des paiements dus aux circonstances spéciales et d'urgence et autres facteurs échappant entièrement à leur contrôle. Dans le cas de l'Afrique, 28 pays sont classés comme les moins avancés et 22 comme criblés de dettes. Un traitement spécial peut être adopté à l'égard de ces pays. Ces critères sont reconnus par l'ensemble des donateurs internationaux et peuvent être adoptés par le FMA. Ainsi, il est nécessaire de créer des fonds spéciaux ou adopter un traitement spécial en faveur de certains membres du FMA.

89. Pour qu'ils atteignent leurs objectifs, les fonds spéciaux doivent être alimentés à des conditions avantageuses. Le genre de fonds que le Fonds africain de développement mobilise de temps en temps seraient très appropriés à cet effet. Ainsi, la source principale de ces fonds serait les subventions et les fonds à intérêt exceptionnellement faible. Pour commencer, certains gouvernements africains les plus prospères seraient priés de verser des subventions au FMA à cet effet. La République fédérale du Nigéria a pris l'initiative en créant le fonds spécial du Nigéria dans le cadre du Groupe de la BAD. Il n'y a pas de raison de croire que des offres analogues de solidarité ne devraient pas être faites au fonds spécial du FMA d'autant que la reprise économique se matérialise et se maintient.

90. Il existe une évidence croissante selon laquelle les pays développés ne ménagent aucun effort pour répondre aux besoins des pays les moins avancés et de ceux criblés de dettes. Par exemple, un examen de l'étude de croissance par l'ODA sur le classement économique des pays montre que depuis 1975 les pays les moins développés ont accru leur part d'aide qu'offre l'ODA. Les principaux organismes donateurs multilatéraux, tels que le Fonds européen de développement, le PNUD, etc. pourraient être contactés à cet effet.

91. Ainsi, l'on peut espérer que lorsque les fonds spéciaux seront créés dans le cadre du FMA, des fonds nécessaires pourront venir, mais peut-être pas en un volume suffisant pour appuyer la stabilisation et l'ajustement dans les pays concernés.

92. En ce qui concerne le minutage, il serait sage de retarder la création des fonds spéciaux jusqu'à ce que le Fonds établisse sa crédibilité au sein de la communauté financière. Ceci ne peut être possible au cours des quelques années d'existence du FMA. Toutefois, il faut inclure la disposition relative à la création des fonds spéciaux dans les articles de l'accord en cas où il sera décidé que le FMA soit créé.



F. Conclusions et recommandations sur ce chapitre

93. Le but principal de ce chapitre a été d'enquêter sur la viabilité financière du FMA proposé pendant les cinq premières années des opérations. L'analyse traite de la disponibilité des ressources et la profitabilité du Fonds. L'étude a assumé que la principale activité génératrice de revenus du Fonds est le financement de la balance des paiements et l'investissement. Cette hypothèse se fonde sur l'expérience des autres fonds monétaires du Tiers Monde. Il a été supposé que les autres fonctions mineures n'auront pas d'importants effets sur les relevés financiers du Fonds.

94. L'importance des besoins en ressources financières et le flux des paiements des souscriptions suggérées dans cette étude tiennent compte de la capacité des pays membres à contribuer et l'impact souhaité sur les pays emprunteurs. L'étude suppose aussi que le Fonds n'empruntera pas au cours de ses cinq premières années d'opérations. Au contraire on espère qu'à ses débuts le Fonds dépendra entièrement de ses propres ressources comme c'est le cas des autres fonds monétaires du Tiers Monde.

95. Etant donné le montant des ressources financières indiqué dans ce chapitre et si le budget administratif proposé ici est respecté, l'analyse effectuée dans ce chapitre tente d'indiquer qu'il est probable que le Fonds réalise sur taux de rendement positif réel sur le capital d'apport. La liquidité du Fonds semble assez importante pour qu'il établisse sa crédibilité pendant longtemps.

96. Un milliard de dollars semble être plus raisonnable du point de vue de la capacité à payer. Toutefois, l'impact du Fonds sur les pays membres serait renforcé si le montant du Fonds était porté à 2 milliards de dollars. Le Fonds pourrait alors être créé avec un capital initial de 1 milliard de dollars qui s'élèverait à 2 milliards ou 3 milliards au cours des/ou après les cinq premières années.

97. Il existe plusieurs manières dont on peut rapidement mettre en marche le Fonds au cas où les souscriptions au capital initial seraient insuffisantes. Les options à considérer sont résumées ci-après:

- a) Emprunt auprès des pays africains membres;
- b) Une ligne de crédit auprès de la BAD;
- c) Emprunt sur le marché de capitaux;
- d) Obtenir des subventions et des financements auprès des sources publiques et multilatérales;
- e) Emprunt auprès des membres non-africains;
- f) Admission immédiate des membres non-africains et mobilisation de tout leur capital.

Toutefois, il est imprudent de recourir à de tel financement optionnel jusqu'à ce que l'institution devienne d'elle-même viable. Ainsi de tels financements ne pourraient être envisagés au cours des premières années. Les membres auront nécessairement à démontrer leur attachement au projet avant de recourir à ces options.

## CHAPITRE VI

### GRANDES LIGNES SUR LES POLITIQUES DU FONDS EN MATIERE DE PRETS

98. En présentant les critères généraux pour le financement, le Fonds tiendrait compte des caractéristiques spécifiques à l'emprunteur éventuel et des politiques économiques qu'il entend mener pour redresser ses déséquilibres. Les caractéristiques spécifiques à l'emprunteur tel que le revenu par tête d'habitant, le niveau des réserves étrangers, le niveau de la dette due au FMA, les cotes de crédit, l'appartenance au FMA, les quotas, etc. devraient permettre de déterminer les conditions de tirage, les taux d'intérêt et autres frais. L'adhésion aux politiques économiques arrêtées pourra exiger que le FMA définisse certains critères économiques à atteindre pendant une certaine période. Le but est d'amener le FMA à suivre une ligne de conduite rigoureuse afin de gagner la crédibilité et inspirer la confiance des ses membres et des donateurs internationaux. Quelques grandes lignes des politiques du Fonds en matière des prêts sont exposées ci-dessous.

99. Etant donné que le Fonds pourrait débiter avec des ressources modestes, il aurait à fixer les conditions régissant l'utilisation générale de ses ressources pour les fonctions spécifiques suivantes:

#### A. Facilité de crédit à court terme pour les Chambres de Compensation

- a) Cette facilité financerait les déficits des pays africains éprouvant des difficultés de règlement à cause des problèmes de nature saisonnière ou cyclique ayant des effets à court terme. Le volume du financement serait proportionnel à celui des transactions totales du candidat à travers la chambre de compensation, les ressources disponibles aux termes de cet arrangement et les caractéristiques spécifiques au pays.
- b) L'utilisation de cette facilité serait soumise au coût du nouveau capital du FMA plus une marge. Dans le cas des pays les moins développés, les charges d'intérêt peuvent être équivalentes au coût actuel du capital du FMA plus une marge;
- c) L'utilisation de cette facilité serait soumise à un rapport sur les mesures adoptées pour libéraliser le commerce intra-africain;
- d) Le FMA garantirait les remboursements aux pays créanciers mais le pays débiteur accepterait en contrepartie ses engagements envers le FMA et admettrait de rembourser (jusqu'à 3 ans pour les pays les moins avancés et jusqu'à 2 ans pour les autres 35/). Les liquidités de la facilité pourraient être accrues en invitant les contributions portant des intérêts et des dépôts des pays développés, les organismes donateurs, etc. .

B. Facilité de crédit à moyen terme pour les chambres de compensation

- a) Cette facilité financerait les déficits des pays africains éprouvant des difficultés de règlement à cause des problèmes à caractère saisonnier ou cyclique ayant des effets à moyen terme;
- b) Les conditions de prêt, tels que le volume du financement, les taux d'intérêt et les conditions pour le tirage seraient analogues à ceux pour le financement à court terme sauf que l'échéance serait portée à 5 ans pour les pays les moins avancées et 3 ans pour les autres;

C. Arrangements de financement de soutien

- a) Cette facilité apporterait une assistance aux pays qui rencontrent des difficultés de balance des paiements dues à la destruction de leur production suite à la sécheresse persistante, à l'épuisement des gisements de minéraux et à tous autres facteurs exogènes. Le volume de financement couvrirait une certaine portion des dommages causés ou des pertes enregistrées par le candidat ainsi que les ressources disponibles au titre de cette facilité et les caractéristiques spécifiques au pays;
- b) Les conditions de prêt, notamment les taux d'intérêt et les conditions de tirage seraient similaires à celles de la facilité de crédit à moyen terme en plus du fait que le FMI soit satisfait que les politiques économiques adoptées sont adéquates pour redresser les déséquilibres. (L'échéance des prêts ne dépasserait pas 6 ans pour les économies les moins développées et 4 ans pour les autres).

D. Facilité pour le financement de la balance des paiements

- a) La fonction principale de cette facilité sera de fournir des ressources aux pays membres qui se trouvent confrontés à des problèmes concernant la balance des paiements, problèmes découlant d'un déficit exogène et temporaire dans les bénéfices de l'exportation ou des prix élevés de l'importation, vu les réserves limitées en devises étrangères. Le volume du financement du déficit dans les bénéfices de l'exportation sera fixé en comparant la moyenne des bénéfices réalisés au cours de la période de douze mois précédant la mise en application des facilités de financement et la moyenne des bénéfices réalisés durant une période de trois mois, antérieure à l'année de mise en application de la facilité. Le volume du financement des prix élevés de l'importation sera égal à celui qui a été utilisé pour déterminer le déficit découlant de l'exportation;
- b) Les conditions de prêt, à savoir, les taux d'intérêt et les conditions de tirage seront semblables à celles des arrangements stand-by,

À l'exception du fait que l'échéance ne devrait pas dépasser 5 ans dans le cas des économies les moins développées et 3 ans dans les autres cas.

E. Facilité pour le financement des importations de produits alimentaires

- a) Cette facilité aidera les membres du Fonds monétaire africain à financer les importations de produits alimentaires rendus nécessaires dans les cas d'urgence résultant des conditions imprévisibles telles que les feux de brousse, les inondations, les invasions de sauterelles et la guerre. Cette facilité permettra également aux pays de faire face à la montée en flèche des prix d'importation des céréales de base. Cette facilité accordera autant que possible, la priorité aux importations de céréales des marchés africains en vue de la promotion du commerce intra-africain. Cette facilité financera également les déficits découlant des opérations normales de compensation et de paiements comportant le commerce intra-africain ou sous-régional des produits alimentaires. Cette facilité pourra également être étendue de façon à couvrir les dépenses nécessaires à l'accroissement des fournitures de produits alimentaires domestiques;
- b) La somme maximum disponible pour un pays dans le cadre de cette facilité sera fixée par un certain nombre de facteurs tels que la quote-part de ce pays au Fonds monétaire africain déterminée au préalable, le niveau de son développement économique, les ressources disponibles dans le cadre de cette facilité et le degré de gravité de la carence des denrées alimentaires coïncidant avec la diminution considérable de ses devises étrangères;
- c) Les conditions de prêt telles que les taux d'intérêt et les conditions de tirage seront semblables à la facilité de crédit accordée à court et à moyen-terme pour faire face aux problèmes relatifs à la balance des paiements; cependant l'échéance ne devrait pas dépasser 4 ans dans le cas des économies les moins développées et 2 ans pour les autres cas.

F. Facilité pour le financement de la convertibilité limitée des devises

- a) Cette facilité aidera les membres du Fonds monétaire africain à acheter d'autres devises en échange des leurs pour les utiliser dans les paiements concernant les transactions légales. Etant donné que cette facilité permettra une plus grande utilisation des mécanismes de compensation le volume du financement opéré au titre de cette facilité sera proportionnel au commerce total du demandeur par l'intermédiaire de la chambre de compensation, aux ressources disponibles et au niveau de développement économique du demandeur.

Un pays pourrait également avec l'aide du Fonds monétaire africain acheter un montants équivalent de sa propre monnaie dépassant sa quote-part tel que défini par les articles de l'Accord;

- b) D'autres critères régissant le prêt, à savoir les taux d'intérêt, l'échéance et les conditions de tirage, seront semblables à ceux qui régissent la facilité de crédit à court terme accordée à la Chambre de compensation.

G. Quelques principes directeurs spécifiques

- a) L'éligibilité d'un membre aux facilités du Fonds est soumise aux dispositions selon lesquelles le membre ne devrait pas avoir d'arriérés en ce qui concerne les souscriptions au capital et les crédits dus. Le membre devrait également faire état, au préalable, de son besoin financier;

- b) l'accès d'un membre aux facilités du Fonds devrait être fonction de la quote-part de ce membre au Fonds, du niveau de son utilisation actuelle des facilités du FMI ainsi que de son éligibilité aux facilités de la Banque africaine de développement;

- c) Le Conseil exécutif devrait de temps en temps déterminer les conditions régissant l'utilisation des ressources du Fonds en vue de vérifier que le total des prêts accordés par le Fonds est toujours dans les limites de ses ressources. Les crédits accordés par le Fonds devraient être soumis aux restrictions suivantes:

- De 0,25 à 0,45 fois les contributions non intégrées respectives des membres dont la quote-part est d'un million de dollars EU ou plus;
- De 1,5 à 1,75 fois les contributions non intégrées respectives des membres dont la quote-part est inférieure à un million de dollars EU;

- d) Le Fonds doit à tout moment procéder au déploiement de ses ressources de façon à assurer un degré de liquidité acceptable de ces ressources;

- e) Le Fonds peut contracter des prêts aux fins d'octrois de prêts à concurrence de montants dont le ratio ne doit pas dépasser deux pour un des fonds empruntés au titre de son capital. Le fonds émettra également des garanties à cet effet en tenant compte de la nécessité d'assurer un ratio raisonnable commensurable avec son capital dans le cadre de ses engagements.

## DEUXIÈME PARTIE

## LES ALTERNATIVES

## CHAPITRE VII

## TRANSFORMER LE CAEM POUR EN FAIRE LE NOYAU D'UN FONDS MONÉTAIRE AFRICAIN

I. Comparaison entre le Fonds monétaire africain et l'actuel Centre africain pour les études monétaires

100. Il a été suggéré qu'une approche possible de la création d'un Fonds monétaire africain serait initialement le renforcement du Centre africain d'études monétaires afin qu'il puisse jouer un rôle beaucoup plus grand et plus spécifique pour les pays pris individuellement en analysant les difficultés monétaires de l'Afrique et les autres difficultés se rattachant à ce sujet, et en aidant les pays à formuler des options de politique de rechange pour remplacer celles qui ont été préconisées, par exemple, par le FMI, sur la base desquelles ils pourraient négocier et obtenir des ressources de l'extérieur dont la quantité et les conditions d'octroi seraient plus aptes à résoudre leurs problèmes. Par conséquent, le financement des crédits de la balance des paiements, qui constitue une fonction complémentaire nécessaire, devrait être accordé par les institutions africaines existantes. L'objectif de cette section est donc d'examiner explicitement les objectifs, les fonctions, les stratégies et la structure du Centre africain pour les Etudes monétaires et de suggérer les changements à y introduire pour que cette institution devienne le noyau d'un Fonds monétaire africain.

A. Les objectifs

101. Les objectifs du Centre africain d'études monétaires et ceux qui ont été proposés pour le Fonds monétaire africain sont les suivants:

Les objectifs du CAEM

1. Promouvoir le développement des économies africaines par une meilleure compréhension des questions bancaires et monétaires en tant qu'instruments du développement économique

Les objectifs proposés pour le FMA

1. Aider les Etats membres à élaborer une politique monétaire et financière valable pouvant amener une réelle croissance économique plus rigoureuse aux niveaux tant national que régional

2. Aider les pays membres à créer un environnement favorable encourageant l'élaboration de systèmes financiers et monétaires viables et efficaces

3. Créer une tribune pour la consultation, la coordination et l'action collective concernant les questions régionales et globales d'ordre monétaire et financier

4. Aider les Etats-Membres à régler tout d'abord le déficit intra-régional de la balance des paiements et éventuellement le déficit global de la balance des paiements

## B. Les fonctions

102. La grande ressemblance existant entre les objectifs du Centre et ceux du Fonds monétaire africain à leur stade initial est également mise en lumière par une comparaison entre les fonctions du Centre et celles proposées pour un Fonds monétaire africain telles qu'indiquées ci-dessous:

### Fonctions du CAEM

1. Etudier sur une base continue les problèmes monétaires auxquels sont confrontés les pays africains ainsi que l'effet des événements monétaires internationaux sur les économies africaines vue de permettre aux pays africains de formuler rapidement leurs propres propositions sur une base régionale et de s'assurer que le système monétaire international ne fera pas obstacle aux intérêts des pays africains

2. Promouvoir une meilleure compréhension de la politique monétaire et bancaire dans les pays africains

### Fonctions du FMA

1. Entreprendre des recherches économiques au niveau international, en particulier sur l'Afrique et fournir des publications en contrepartie comportant des commentaires, des méthodes de recherches appliquées, un aperçu sommaire de tous les documents ayant trait au sujet et un travail analytique spécialisé

2. Effectuer des recherches, des études et des enquêtes portant sur le pays sur une base régulière en vue de promouvoir et d'encourager la stabilité monétaire et financière le développement durable et la coopération entre les Etats-Membres

3. Fournir à chaque pays africain une source de conseils indépendants et impartiaux portant sur les questions monétaires

4. Assurer au moyen des publications la diffusion des informations bancaires d'intérêt international et régional parmi les Etats-membres

#### Fonctions du CAEM

5. Entreprendre des recherches de base dans les domaines monétaire et bancaire

6. Relever le niveau professionnel du personnel des banques centrales africaines en organisant des stages de formation et des séminaires

3. Participer aux réformes économiques des Etats membres et les aider à les entreprendre au cas où ils le demanderaient. Prodiguer des conseils pour l'élaboration de programmes à court, moyen et long terme visant à rééquilibrer la balance des paiements de manière compatible avec la promotion de la stabilité monétaire et financière dans les Etats-membres

4. Fournir aux membres des informations d'actualité sur les marchés de capitaux et les ressources de crédit disponibles pour le financement de la balance de paiement y compris les sources bilatérales et multilatérales. Fournir une assistance technique pour l'analyse des marchés de capitaux et l'élaboration des plans de nantissement/garantie pour les Etats-membres qui en ont besoin

#### Fonctions du FMA

5. Assurer une formation de haut niveau aux Etats-Membres pour leur permettre d'acquérir des aptitudes en matière de gestion, d'analyse, et de prise de décision dans le domaine de la politique commerciale, fiscale et monétaire, tel que décidé par les Etats-membres. Organiser, de plus, des symposiums internationaux d'experts en économie africaine

6. Fournir aux Etats-membres les possibilités d'analyse nécessaires à la tenue de réunions visant à renforcer les positions africaines communes au cours des négociations internationales sur les questions monétaires et financières



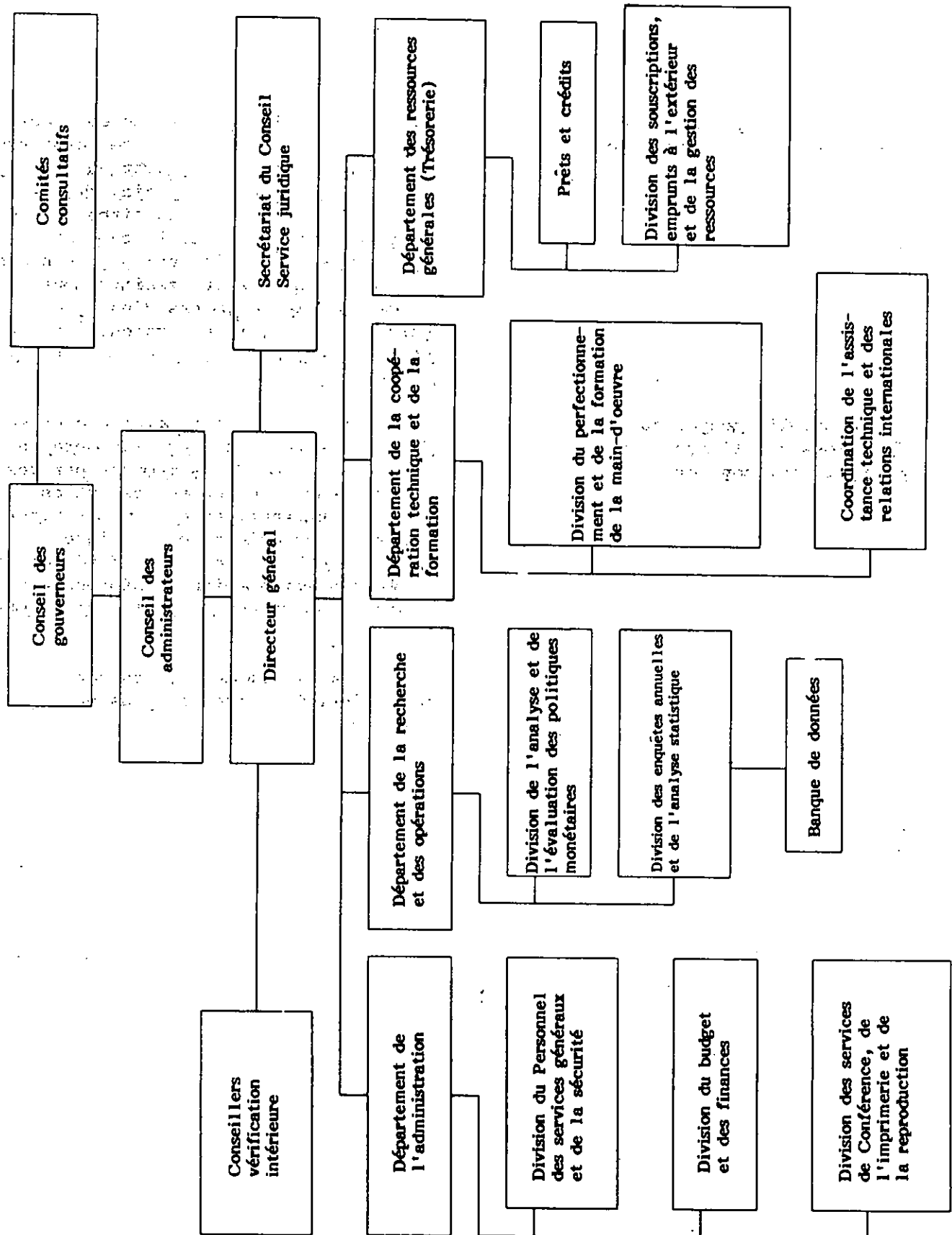
7. Assurer des fonctions de secrétariat à l'Association

7. Explorer les moyens susceptibles d'accroître la disponibilité des ressources et les possibilités de prêt aux membres du Fonds monétaire africain. Cette fonction a deux aspects complémentaires: la mobilisation des ressources et la capacité de fournir des garanties et/ou un nantissement aux Etats-membres qui désireraient contracter des emprunts d'une tierce partie. Des fonds pourraient être prêtés et des garanties assurées à court, moyen ou long terme

8. Accomplir toutes autres fonctions que l'Association pourrait lui confier

8. Jouer le rôle de dépositaire et gérant de tous autres fonds qui lui seraient confiés par les Etats membres par des Etats non-membres ou toutes autres entités internationales à l'extérieur comme à l'extérieur de l'Afrique, pourvu que l'entrée de ces fonds en dépôt et leur gestion soient conformes aux dispositions pertinentes de l'Acte constructif du FMA

9. Accomplir toutes autres fonctions qui pourraient lui être de temps en temps confiées.



103. Toutes les fonctions confiées au Centre africain d'études monétaires peuvent trouver leurs contreparties dans sept des neuf fonctions du Fonds monétaire africain dont la création est envisagée. Seules les fonctions (7) et (8) du FMA relatives au financement et à la gestion de Fonds pour les Etats membres sont exclues de celles confiées au Centre.

104. En dépit des similarités évidentes entre les fonctions assignées au Centre et celles proposées pour le FMA, le Centre accompli les fonctions qui lui sont dévolues seulement sur une petite échelle. Le Centre ne peut fonctionner efficacement comme Fonds monétaire africain que s'il est renforcé bien au delà de sa capacité actuelle comme il en a été fait état dans une autre partie de la présente section.

#### C. Stratégies et mécanismes de fonctionnement

105. Lors de sa vingt-troisième réunion, le Conseil d'administration du Centre africain d'études monétaires a examiné les stratégies qu'il conviendrait d'adopter pour assurer la réalisation des objectifs du Centre. A l'issue d'un échange de vues sur cette question les gouverneurs ont pris entre autres décisions, les suivantes:

1. Dans l'exercice de ses fonctions, le Centre doit faire preuve de prudence en ce qui concerne la gestion de ses ressources notamment par l'adoption de mesures de réduction des coûts et un mode d'investissement approprié de ses fonds.

2. Lorsqu'une étude implique des coûts financiers élevés que le budget du Centre ne pourrait pas encourir, les Gouverneurs peuvent autoriser le Centre à rechercher des Fonds supplémentaires auprès d'autres institutions. Néanmoins, les demandes formulées à cet effet doivent être examinées et approuvées par les Gouverneurs.

3. Les programmes de recherche et de formation, les problèmes économiques actuels ainsi que les questions d'ordre politique de l'Afrique doivent être identifiés pour que l'on puisse leur trouver rapidement des solutions.

4. Le Centre peut poursuivre ses activités en matière de recherche fondamentale. Toutefois, il importe d'éviter la duplication des activités de recherche du Centre avec les activités de recherche globale théorique qu'entreprennent divers instituts de recherche et universités en Afrique. Le Centre doit plutôt procéder à l'étude des questions d'élaboration de stratégies d'action et d'autres problèmes actuels en Afrique. Même ce faisant, il n'est pas demandé au Centre d'entreprendre ses activités en faisant table des acquis existants mais plutôt collecter diffuser des résultats de recherche des banques centrales de données membres et autres chercheurs économistes.

5. En sus des activités de recherche fondamentales, le Centre pourrait fournir des services-conseils aux Gouverneurs sur des sujets donnés. Ces services-conseils pourraient inclure l'élaboration de documents des recommandations ainsi que des études prospectives sur les tendances de la

situation économique aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement. Ceci contribuerait à renforcer la capacité des Gouverneurs dans la formulation de politiques et à améliorer leurs interventions dans divers fora.

6. Le Centre doit faire l'inventaire des possibilités de formation existantes au sein des Banques centrales des pays membres en vue d'identifier les lacunes à combler et d'éviter toute duplication. Le Centre doit également améliorer les possibilités de faire participer des membres du personnel des Banques centrales à des cours de formation et de perfectionnement en cours d'emploi pour ainsi augmenter les possibilités de formation. Les Gouverneurs ont de même décidé que les séminaires organisés par le Centre devraient être axés sur des thèmes cibles et que le Centre doit continuer d'utiliser les services de conférenciers des banques centrales en vue de réduire les coûts.

106. Il semble ressortir des points de vue ci-dessus exprimés par les Gouverneurs que même si le Centre avait été créé en vue d'apporter une contribution à la formulation de stratégies d'action dans les pays africains la situation d'austérité qui prévaut à travers tout le continent affecte le budget du Centre, réduisant ainsi la capacité de celui-ci d'accomplir les fonctions qui lui sont dévolues. Aux fins d'aplanir les difficultés budgétaires, que connaît le Centre, les Gouverneurs ont également décidé de l'imposition d'une certaine forme de commission s'il s'agit de coûts supplémentaires relatifs à toutes missions d'assistance technique auprès des pays; ces coûts doivent être pris en charge par les pays membres eux-mêmes. En outre les Gouverneurs ont envisagé des voies et moyens de recourir à d'autres sources de financement pour renforcer les capacités de recherche et de formation du Centre.

107. Les difficultés financières que connaît le Centre laissent supposer qu'il serait prudent que toutes ressources que les pays africains pourraient se proposer d'engager pour la création d'un Fonds monétaire soient utilisées en vue de renforcer le Centre Africain d'études monétaires. Il est également estimé que les mécanismes de fonctionnement du Fonds monétaire africain devraient être mis en place par étape selon les priorités accordées aux diverses fonctions et selon les possibilités d'obtention de contributions. Cette approche par étape dans la création du FMA est préconisée dans le chapitre ci-dessous.

#### Structure du CAEM

Assemblée des Gouverneurs de l'ABCA  
(avec des Comités sous-régionaux)  
Conseil d'administration  
Directeur général  
Le Secrétariat:  
a) Recherche  
b) Département de la Formation  
c) Département des finances et du Budget  
d) Service de l'Administration

#### Structure du FMA

Conseil des Gouverneurs  
(avec des Comités consultatifs)  
Conseil des Directeurs exécutifs  
Directeur Général  
Le Secrétariat:  
a) Département de la Recherche  
de la formation de politique  
générale  
b) Département de la coopération  
technique  
c) Département des ressources  
générales

- d) Département de l'Administration
- e) Service juridique

Les organes du Centre ont leurs équivalents parmi ceux proposés pour le Fonds monétaire africain mais cette similarité n'est pas totale.

108. Tandis que l'Assemblée des Gouverneurs du Centre est constituée par les Gouverneurs membres de l'Association des Gouverneurs des Banques centrales d'Afrique, le Conseil des Gouverneurs du FMA pourrait être constitué par des ministres des finances et des gouverneurs de Banques centrales.

109. L'Assemblée des gouverneurs de l'Association des Banques centrales africaines ainsi que les comités sous-régionaux peuvent devenir des comités consultatifs dans la structure du FMA. Le Conseil des Directeurs exécutifs du FMA peut être non permanent comme c'est le cas du Conseil d'Administration du CAEM; de même, les directeurs exécutifs et leurs suppléants peuvent être des gouverneurs de banques centrales. Toutefois, les électeurs ainsi que le droit au vote peuvent différer. Au terme des statuts du Centre, deux membres de chacune des quatre sous-régions sont élus par les comités sous-régionaux. Par ailleurs, le membre ressortissant du pays où est installé le siège du Centre est représenté au Conseil d'Administration mais sans droit de vote. En plus, les électeurs et le mode de scrutin du FMA peuvent néanmoins suivre ceux en vigueur à la Banque africaine de développement. De même, tandis que le Président du Conseil d'Administration du Centre est élu parmi les gouverneurs, celui du conseil des Directeurs exécutifs doit être le Directeur général du FMA.

110. Le Directeur général du Centre est désigné par l'Assemblée des Gouverneurs sur recommandation du Conseil d'Administration. Toutefois, le Directeur général du FMA peut être nommé directement par le Conseil des Gouverneurs. Le Directeur général serait Président du Conseil des Directeurs exécutifs tel qu'il en a été fait état ci-dessus et jouerait, en même temps, le rôle de Directeur exécutif du FMA.

111. Le secrétariat du Fonds serait constitué de quatre départements comparativement aux trois Départements de la formation, de la recherche et de la conception des politiques. A l'heure actuelle, le Centre entreprend à peine des activités en matière de coopération technique à l'exception de celles qu'il mène dans le cadre d'études et de négociations avec d'autres organisations africaines. Les activités en matière de coopération technique directe avec des pays membres, ont été incorporées dans la stratégie de recherche du Centre; toutefois, aucune de ces activités n'a encore été entreprise du fait du manque de financement. Jusqu'ici la contribution du Centre dans la formulation des politiques des pays membres provient uniquement et directement des résultats des recherches et des publications ainsi que des programmes de formation du Centre.

### E. Conclusions et recommandations

112. Les études faites à ce jour indiquent que le Centre pourrait être transformé pour devenir l'embryon du Fonds monétaire africain proposé. Une telle transformation est pertinente et recommandable pour deux raisons: a) compte tenu des similarités, des objectifs, fonctions et stratégies souhaitées du Centre avec ceux du Fonds monétaire africain proposé, la création dudit Fonds constituerait une véritable duplication du Centre et ce, dans tous les secteurs d'activité à l'exception des fonctions liées aux opérations financières:

113. b) Il serait plus utile pour les Gouvernements africains de tirer profit du Centre existant et de profiter de son expérience et de ses relations au lieu de créer une nouvelle institution qui devrait commencer à zéro. Au fil des ans, les pays africains ont sacrifié leurs maigres ressources pour mettre en place le Centre africain d'études monétaires. L'expérience jusqu'ici acquise par le personnel de ce Centre constitue un investissement utile en ressources humaines qui pourrait permettre au FMA de démarrer rapidement. Un démarrage rapide d'un Centre monétaire africain dans les domaines de la recherche et de la formation en matière de formulation de politiques s'avère essentiel étant donné la situation économique critique qui prévaut dans la plupart des pays africains et du fait que très peu de ces pays disposent des moyens requis pour l'exécution d'analyses politiques.

114. Une fois que le nouveau Centre aura développé une capacité d'élaboration de programmes d'ajustement fiables, un Fonds initial d'importance réduite (constitué par les contributions des Banques centrales) pourrait être créé pour le financement des balances de paiements. Ce Fonds, en l'absence de fonctions bancaires au sein du CAEM, pourrait être confié à l'une des banques centrales membres. Cette banque élaborerait en collaboration avec tout pays emprunteur, un programme d'ajustement économique qui serait ensuite soumis à un Conseil créé pour la gestion du Fonds. Ledit Conseil, composé des Gouverneurs des Banques centrales, serait chargé d'examiner et d'approuver les mesures budgétaires d'ajustement et demander ensuite à la Banque centrale dépositaire du Fonds de verser le montant approuvé au pays emprunteur. Aux fins de confier l'autorité requise au Conseil des Directeurs du Fonds, un Conseil monétaire composé de ministres des finances, devra être créé, Conseil qui sera l'organe suprême de cette structure.

115. Etant donné qu'une certaine proportion du Fonds serait investie dans des projets requérant des liquidités et l'autre proportion utilisée dans les crédits des balances de paiements, les profits ainsi réalisés s'en trouveraient considérablement accrus et dépasseraient le montant des dépenses encourues. Ceci est dû au fait que les dépenses afférentes aux activités d'analyses de stratégies et d'élaboration de programmes d'ajustement, seraient initialement prises en charge par le CAEM au titre de son budget ordinaire. De même, étant donné que le Conseil du Fonds serait composé des Gouverneurs des Banques centrales qui de ce fait, le gèreraient à temps partiel, les coûts de ces activités seraient réduits aux frais de voyage et aux indemnités journalières de subsistance. En sus de ces dépenses minimales, le Fonds

prendrait en charge les coûts des transactions effectuées par la Banque centrale qui l'abrite. Il est loisible à ladite Banque centrale de faire payer au Fonds les frais afférents à son personnel auquel le Fonds serait amené à avoir recours ainsi que son mobilier, ses équipements que le Fonds pourrait utiliser. au cas où ces coûts devraient être effectivement supportés par le Fonds, l'on pourrait trouver une formule afin d'en déterminer le montant. Toutefois, dans un esprit de solidarité, la Banque centrale dépositaire du Fonds pourrait exempter celui-ci du paiement de ce montant. Au fur et à mesure que s'accroissent les recettes du Fonds, tous ces coûts pourraient être absorbés par l'institution.

116. Les avantages de cette option sont nombreux. Premièrement, même si les contributions initiales étaient réduites, le Fonds aura été créé, ce qui constituerait une preuve concrète de l'engagement des pays africains dans l'instauration de la coopération et de l'intégration monétaires régionales. Deuxièmement, et plus important encore, les coûts administratifs ne constitueraient pas un fardeau significatif pour les pays membres pendant les premières années, au cours desquelles la viabilité de l'institution serait expérimentée. Troisièmement, l'Afrique ne serait ainsi dotée d'un mécanisme peu onéreux qui pourrait offrir une alternative aux politiques d'ajustement préconisé par le FMI, par exemple. Quatrièmement, l'on aurait ainsi créé une source supplémentaire de financement du processus d'ajustement.

117. Le seul inconvénient que pourrait avoir cette option réside dans le fait que le Fonds proposé n'aurait aucun statut juridique au niveau du Droit international et par voie de conséquence, ne pourrait pas contracter des emprunts à l'extérieur. Il ne pourrait que bénéficier de subventions auprès de donateurs bilatéraux en vue de renforcer les contributions de ses Etats membres. Néanmoins, une fois qu'un financement sain et permanent aura été assuré, rien n'empêcherait le Fonds à se doter d'un statut juridique.

118. Compte tenu de la crise financière à laquelle l'Afrique est confrontée, il ne fait aucun doute que les avantages escomptés de cette option dépassent de loin les coûts à encourir. Par conséquent, il est recommandé de lui accorder une attention toute particulière.

## NOTES ET REFERENCES

- 1/ Voir aussi United Nations, Department of Economic Affairs, Commodity Trade and Development (E/2518), p. 16.
- 2/ ILO, International Review, Vol. 123, No. 6, 1988.
- 3/ ECA, African Alternative to Structural Adjustment Programmes, AAF-SAP: A Framework for Transformation and Recovery, E/ECA/CM.15/6/Rev.3.
- Gornia Giovanni Andrea: Adjustment with a Human Face, Oxford Clarendon Press, 1981.
- Huang, Yukon & Nicholas, Peter, "The Social Cost of Adjustment" in Finance & Development, Washington D.C., Vol. 24, No. 2, June 1987.
- The Khartoum Declaration, International Conference on the Human Dimension of Africa's Economic Recovery and Development, Khartoum, Sudan, 15-8 March 1988.
- 4/ Concernant la question des monnaies nationales dans un contexte international, voir Robert Triffin, The World Money Maze: National Currencies in International Payments, (Yale University Press, 1966).
- 5/ Pour les sociétés transnationales voir UNCTC, Transnational Corporations in World Development: A Re-examination (E/C-10/38), Mars 1978 et ECA, Transnational Corporations in Africa: Some Major Issues (E/ECA/UNCTC/21), voir aussi Transnational Corporations in World Development, Trends and Prospects, ST/CTC/89, New York, 1988.
- 6/ Development Co-operation, 1988 Report, D&C, OECD, Paris, 1988.
- 7/ ECA, African Debt Problem: measurement, management and development implications, E/ECA/PSD.5/3.
- ECA, Alternative Systems of external resources management including management of the external debt, E/ECA/TRADE/88/18.
- ECA, Economic Report on Africa, 1989, op. cit., voir aussi OAU, African Common Position on Africa's External Debt. Dans ce même contexte voir également le PANUREDA.
- 8/ Voir aussi, James Nentes. The Political economy of underdevelopment, Budapest, pp. 177 and seq..
- 9/ La nécessité d'une institution de ce genre a été également ressentie dans d'autres régions en développement du monde, ce qui a donné lieu à la création du Fonds monétaire arabe, du Fonds de réserve andin, actuellement en cours de transformation en Fonds de réserve latino-américain, l'Accord swap de l'ASEAN, le Fonds de stabilisation monétaire d'Amérique centrale, et l'Accord d'assistance financière de l'Association latino-américaine de libre échange.



- 10/ Il est important de noter que pour le FMA, c'est la part de la monnaie convertible des souscriptions qui compterait dans la cote de crédit et non la partie en monnaie locale.
- 11/ Selon la Décision No. 7040 (82/7) de janvier 1982 du Conseil d'Administration, les emprunts plus les lignes de crédit non utilisées ne dépasseront pas la gamme de 50 à 60 p. 100 des total des quotas du FMI.
- 12/ FAR, message par Fax du 23 mai 1989.
- 13/ Cette option n'est pas contenue dans les termes de référence de cette étude. Cependant, l'idée est incluse ici simplement pour donner plus d'options de choix aux décideurs. Il se pourrait que ce soit la solution la plus plausible, si l'expérience de la BAD peut servir de directive. En outre, il est intéressant de noter que le FRA et le FSMAC pensent de la même façon.
- 14/ Les périodes et/ou conditions indiquées entre parenthèses ne sont que des suggestions. Elles doivent être réexaminées par les autorités compétentes au moment de la création du Fonds.